

Penser autrement les modes de vie en 2030

Cahier de l'observatoire prospectif des modes de vie



Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

www.developpement-durable.gouv.fr

Penser autrement
Les modes de vie en 2030

Cahier de l'observatoire prospectif des modes de vie

Tome 3

Commissariat Général au Développement durable
Délégation au Développement durable
Mission Prospective

Directeur de la publication :

Marie RENNE, *Cheffe de la Délégation au Développement durable*

Rédacteur en chef :

Nathalie CECUTTI-ETAHIRI, *Cheffe de la Mission Prospective*

Auteur(s) :

Jean-François TCHERNIA, *TCHERNIA Études et Conseils*

Coordination éditoriale :

François CHARLET, *Chargé de mission au CGDD*

Elsa ROUTIER, *Chargée de mission Prospective Modes de vie*

Maquette-réalisation :

Sarah JARNOUX, *Directrice «Prends tes Palmes & ton Tuba»*

Mise en page :

Annick SAMY, *coordinatrice PAO/MEDDE/MLETR*

Publication : Décembre 2014

Remerciements : Nous tenons à remercier particulièrement tous les intervenants et participants qui ont enrichi ces groupes de prospective « Penser Autrement les Modes de vie ».

L'objet de cet ouvrage est de stimuler le débat et d'appeler des commentaires et des critiques.



Mise en page : A. SAMY / impression : MEDDE/SPSSI/ATL2
imprimé sur du papier certifié écolabel européen

Table des matières

Avant-propos6

Introduction : Trois années d'observation8

CHAPITRE 1

Un Observatoire en 65 fiches 25

Tendances sociales26

À l'échelle internationale..... 26

Eurobaromètre 26

European Values Study (EVS) 27

European Social Survey (ESS)..... 28

ISSP..... 29

The Pew Research Center for the People & the Press..... 30

Eurostat..... 31

À l'échelle française 32

Enquête permanente sur les conditions de vie 32

Les pratiques culturelles des Français 33

Conditions de vie et aspirations des Français 34

Études ad hoc du CREDOC..... 35

CEVIPOF..... 36

Environnement et développement durable..... 37

Baromètre Environnement..... 37

Baromètre de perception des risques..... 38

Defra framework for pro-environmental behaviours..... 39

Enquête sur les attitudes et comportements des Français en matière d'environnement..... 40

Représentations sociales de l'effet de serre 41

Observatoire de l'opinion publique sur les questions de l'eau et de l'environnement..... 42

Observatoire du bilan carbone des ménages 43

OCDE – Les comportements pro-environnementaux des ménages 44

Indicateurs de développement durable	45
Observatoire international des risques climatiques Ipsos / AXA.....	46
Santé	47
Baromètre Santé	47
Observatoire des allergies dans l'habitat	48
Ville	49
Observatoire de la ville.....	49
Observatoire Élus et villes durables	50
Laboratoire Villes Mobilité Transport.....	51
Observatoire de la ville et des modes de vie urbains.....	52
Mobilité	53
Observatoire de la mobilité.....	53
Connaissance de la mobilité	54
Enquête nationale transports et déplacements.....	55
La mobilité géographique en France	56
Observatoire CETELEM de l'automobile.....	57
Études sur l'évolution de la demande touristique	58
Cadre de vie	59
Global Garden Report.....	59
Observatoire CETELEM de l'immobilier.....	60
Observatoire du logement	61
Baromètre de l'immobilier.....	62
Maîtrise de l'énergie par les ménages	63
Vie économique : consommation, entreprise, travail et temps libre	64
Observatoire Énergie d'Entreprises	64
Observatoire des comportements durables des salariés européens	65
Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail....	66
Institute for the Study of Labor.....	67
Observatoire du temps libre	68
Consommation générale	69
Observatoire CETELEM de la consommation.....	69
Observatoire des consommateurs.....	70
Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs.....	71
Trend Observer.....	72
Enquêtes sur les comportements de consommation	73
Observatoire des commerces.....	74
Consommation alimentaire, consommation verte	75
Sciences sociales, agriculture et alimentation, espace et environnement.....	75
Baromètre consommation et perception des produits biologiques en France	76

Baromètre des perceptions alimentaires	77
Observatoire NIVEA	78
Enquêtes consommateurs	79
Numérique et télécommunications	80
Baromètre « Les Français et le nouveau monde numérique »	80
Observatoire des nouvelles technologies.....	81
Enquête sur les technologies de l'information et de la communication (auprès des entreprises)	82
Questions numériques.....	83
Observatoire sociétal du téléphone mobile	84
Solidarité et participation sociale.....	85
Baromètre des solidarités familiales en France.....	85
Observatoire des réseaux sociaux.....	86
Baromètre de la concertation.....	87
Observatoire de la Fondation de France.....	88
Baromètre de l'accessibilité.....	89
Mazars / Women'Up	90
Conclusions.....	91
Remerciements	92

Avant-propos

Le programme de prospective « Penser Autrement les Modes de Vie en 2030 »

La réflexion engagée depuis 2010 par la Mission prospective sur les changements des modes de vie à horizon 2030 est un thème de travail nouveau pour le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie.

Les signes précurseurs de ces changements – crises simultanées et répétées de l'économie, de l'environnement, de la société – ont révélé à quel point il devenait urgent de réfléchir « autrement » à la mise en place de politiques publiques en phase avec ces nouveaux enjeux.

C'est pourquoi, aborder la question des modes de vie à horizon 2030 suppose de s'interroger en premier lieu sur les concepts et valeurs qui sous-tendent nos comportements : dans le sens d'un réajustement avec les priorités actuelles (besoins, aspirations, dysfonctionnements); de la redéfinition des relations humaines (individu, collectif); de la transformation de la société au regard des nouveaux défis économiques, sociaux et environnementaux, tout en intensifiant le dialogue entre science et société.

Cet exercice de prospective est innovant et atypique dans son approche méthodologique, car il est ici question de faire le « grand plongeon » comparable à la démarche « *deep dive* » anglo-saxonne. De ce fait, il vise avant tout à rassembler les réflexions actuelles sur les modes de vie, émergents ou non, pour obtenir une vision d'ensemble des enjeux et tendances qui se profilent à l'horizon 2030. En cela il ne prétend pas à l'exhaustivité mais plutôt à rendre explicite une forme naissante de nouvelle société en France.

Il met en avant les grandes problématiques de la mondialisation économique et culturelle – et leurs implications pour la société française, expose les nouveaux rapports entre individu et société, éclaire sur la révolution des technologies de l'information et du vivant – qui s'opère d'ores et déjà – et insiste, bien entendu, sur les nouvelles problématiques énergétiques et environnementales, pour ensuite mieux comprendre les mécanismes pouvant interférer sur les modes de vie futurs.

L'objectif majeur de ce travail prospectif est d'agrèger, et ainsi de rendre perceptible, la multitude de transformations en cours, quelles qu'en soient les échelles – macro-économiques, micro-transformations du quotidien, individu – afin de dégager des enjeux et des tendances lourdes ou émergentes pour nos modes de vie à 20 ans.

Dans ce contexte, le travail s'est poursuivi par ce dernier document relatif à l'observatoire prospectif des modes de vie. L'observatoire a été tenu pendant toute la durée des réflexions, permettant ainsi la consolidation des deux précédents documents, par des données chiffrées, en reprenant plus de 250 études sur les modes de vie issue de plus d'une soixantaine d'observatoires nationaux et européens, publics et privés. Cet observatoire est notamment constitué de 65 fiches thématiques qui illustrent les nouvelles manières de penser, d'habiter, de consommer, de produire.

Ce coffret est composé de trois documents et est destiné à un large public. Les contenus ici présentés reflètent ensemble les dynamiques de changement qui s'opèrent et qui devraient pour certaines formuler des tendances importantes à l'horizon 2030, réinterrogeant certainement la manière de conduire nos politiques publiques dès à présent.

Nathalie CECUTTI-ETAHIRI

Cheffe de la Mission prospective

Introduction : Trois années d'observation

Création de l'Observatoire prospectif des modes de vie

L'Observatoire prospectif des modes de vie a été créé au lancement du projet « Penser autrement les modes de vie ». À l'origine de cet Observatoire, il y a l'idée que l'évolution des modes de vie passe par une connaissance des pratiques et des représentations actuelles. Elle est complémentaire de l'approche plus globale et plus théorique qui a permis de dégager les nouvelles problématiques de société (cf. tome 1).

L'objet de l'Observatoire prospectif des modes de vie est de constituer une base d'information utile au projet « Penser autrement les modes de vie » (PAM). La sélection et l'analyse des données se font en relation avec l'équipe du projet PAM, notamment pour adapter les recherches.

L'Observatoire prospectif des modes de vie repose sur quelques principes fondamentaux :

- ♦ **l'exploitation des données existantes** : les études publiées sur les thèmes intéressants le projet PAM sont nombreuses, sérieuses et assez bien documentées. Il n'est pas nécessaire, au moins dans un premier temps, de créer de nouvelles données.
- ♦ **le repérage des sources et leur critique** : les études intégrées dans le travail de l'Observatoire prospectif des modes de vie sont situées dans leur contexte de production, notamment en recherchant des informations sur les sources qui ont produit ces études, c'est-à-dire les observatoires dont elles sont issues. Ces sources sont soumises à analyse critique afin de mieux interpréter les hypothèses de travail qui ont présidé à la production des études. Les sources utilisées sont stockées dans une base consultable par toutes les personnes impliquées dans le projet.
- ♦ **les études constituant l'information principale de l'Observatoire prospectif des modes de vie** : il a semblé essentiel qu'elles puissent être à tout moment accessibles pour des recherches complémentaires. C'est là l'objet de la base de données qui peut être consultée en ligne. Le matériau principal est constitué par les enquêtes nationales et internationales. Les données statistiques sont, en effet, adaptées à l'observation des représentations et des pratiques et à leur analyse : plus qu'un matériel qualitatif,

elles permettent de procéder à une démarche comparative, notamment dans l'espace (comparaison entre pays notamment) et dans le temps (évolutions). Par ailleurs, les enquêtes apportent un contenu qui est la parole des individus, une source essentielle pour capter les signaux faibles.

Le fonctionnement de l'observatoire des modes de vie

Définition des modes de vie

Les modes de vie sont définis comme des attitudes et des comportements individuels ou collectifs mettant en jeu des ensembles de pratiques sociales et de consommation. Il s'agit d'un univers d'actions et de représentations relié à la vie quotidienne et aux pratiques qui la composent.

La notion de mode de vie inclut notamment des pratiques telles que les relations sociales ou les façons de faire (consommer, se divertir, s'habiller, etc...), mais aussi des représentations sur sa propre vie ou sur le monde en général. La définition retenue pour les modes de vie est vaste et générale pour établir un système d'observation qui soit le plus ouvert possible.

Dimension prospective de l'Observatoire des modes de vie

L'Observatoire est prospectif à double titre : par son organisation en mode de veille, afin de capter ce qui semble significatif, mais aussi, et surtout, par son intégration aux travaux du programme prospectif « Penser autrement les modes de vie ». Cette intégration s'opère de plusieurs façons. La participation du responsable de l'Observatoire prospectif des modes de vie aux travaux du groupe prospectif, que ce soit au travers des réunions régulières ou des séminaires, est essentielle pour que la veille suive bien l'évolution des travaux menés sur le projet. Dans le prolongement de cette participation active au projet, l'Observatoire est utilisé par le groupe prospectif, en effectuant des recherches et analyses spécifiques utilisées lors des réunions, en mettant en lumière des signaux faibles provenant des études assemblées dans l'Observatoire ou encore en mettant à disposition du groupe prospectif la base de données de l'Observatoire qui est consultable en ligne. Enfin, les recherches documentaires effectuées dans le cadre de l'Observatoire prospectif des modes de vie sont restituées régulièrement aux différents participants du projet « Penser autrement les modes de vie ».

Sélection des études

Les études intégrées dans l'observatoire prospectif sont diversifiées dans leurs origines et leurs motivations, mais leurs caractéristiques méthodologiques sont assez standardisées : échantillons représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus. Les systèmes d'observation sont le plus souvent nationaux, mais la dimension internationale est assez présente.

Les principes de sélection des études sont les suivants :

- ◆ préférence pour des études apportant des données originales, plutôt que des reprises de résultats déjà publiés,
- ◆ préférence pour des données sociologiques plutôt qu'économiques, et microsociales (individus ou groupes primaires) plutôt que macrosociales (agrégées);
- ◆ chaque étude retenue correspond à une publication référencée sur Internet : rapports complets, synthèses plus ou moins longues, présentations de résultats, pages HTML;
- ◆ toute étude retenue entraîne l'indexation de l'observatoire auquel elle appartient, s'il n'est pas déjà dans la base.

Analyse des études

L'analyse des études se fait à un double niveau :

- ◆ indexation systématique de toutes les études, en se basant sur un thésaurus de plus de 100 mots-clés relevant de grandes catégories thématiques : environnement, pollution, écologie, cadre de vie, consommation, citoyenneté, tendances sociales;
- ◆ analyse plus approfondie et synthèse des études les plus pertinentes, en faisant notamment attention à la fois aux résultats majeurs observés par l'étude, et à ceux qui se démarquent par rapport aux tendances générales analysées dans le groupe.

Veille

L'observatoire a été constamment mis à jour :

- ◆ suivi des nouvelles publications des observatoires repérés lors de l'état des lieux;
- ◆ suivi permanent de l'actualité pour identifier de nouvelles études et de nouveaux observatoires pertinents;
- ◆ recherches complémentaires si nécessaire.

À ce jour, plus de 250 études relevant de 65 observatoires ont été rassemblées et indexées dans une base consultable en ligne.

Les références des études et des observatoires repérés dans le cadre de la veille documentaire sont saisies et indexées dans une base de données consultable en ligne. Cette base de données est structurée autour de trois grandes clés : les études, les observatoires qui les ont produites et les mots-clés qui servent à les indexer. Elle peut être consultée facilement grâce à l'interface de consultation. Son accès est réservé.

Synthèse des principales tendances observées

Les nombreuses études intégrées dans l'Observatoire prospectif des modes de vie ne sauraient être résumées en quelques pages. La synthèse présentée ci-dessous se concentre en fait sur les études qui ont paru les plus pertinentes par rapport au programme « Penser autrement les modes de vie », ou qui ont répondu à une demande précise du groupe prospectif.

Les représentations au sujet de l'environnement et de l'écologie

Les préoccupations au sujet de l'environnement sont réelles, mais doivent être relativisées. Les enquêtes d'opinion consacrées aux questions environnementales essaient souvent de situer le niveau des préoccupations à ce sujet. Le résultat est contrasté : la protection de l'environnement apparaît bien comme un sujet très important, mais d'autres problèmes, comme la sécurité, la situation économique ou le système de santé sont prioritaires. Cette relativisation des questions environnementales peut être en partie liée à la diversité des connotations qui y

sont associées : l'idée d'environnement ne renvoie pas à une question spécifique mais à une grande variété de sujets à traiter, les uns étant réellement importants et concernant tout le monde, les autres étant plus délimités et concernant seulement une partie de la population. Quelques préoccupations émergent toutefois : le changement climatique, la pollution de l'eau et la pollution de l'air.

Français et Européens sont réellement inquiets au sujet du réchauffement climatique et sont disposés à s'engager dans une véritable action contre les gaz à effet de serre.

Les années qui viennent de s'écouler ont connu une mobilisation croissante au sujet du réchauffement climatique. Les annonces des experts, notamment du GIEC et les réunions internationales consacrées à cette question ainsi que l'expérience soit directe soit au travers des médias des dérèglements du climat ont alerté les populations sur le sérieux du problème. Dans ce mouvement général, plusieurs organismes ont investi pour évaluer les opinions et comportements de la population en France, en Europe et plus généralement dans le monde au sujet du changement climatique. Ces différentes enquêtes, indépendantes les unes des autres, convergent pour souligner l'inquiétude de l'individu face à cette modification écologique très importante.

Les Européens souhaitent un développement économique qui respecte l'environnement,

celui-ci doit rester prioritaire par rapport à la compétitivité de l'économie. Le choix en faveur de l'environnement apparaît clairement : les anciens débats entre économie et respect des ressources et des équilibres naturels semblent tranchés dans l'opinion publique. Toutefois, les Européens restent conscients de ce que leur apporte le développement économique, et souhaitent une croissance qui respecte l'environnement.

La perception du changement climatique est le thème central de l'Observatoire international des risques climatiques IPSOS / AXA. Cette enquête a été réalisée dans treize pays à travers le monde, pays développés et pays émergents. Plusieurs enseignements essentiels peuvent en être tirés. En premier lieu, la très grande majorité de la population de ces pays perçoit un changement climatique : en moyenne près de neuf personnes sur dix ont cette impression, et la proportion est très forte dans tous les pays, même aux États-Unis où elle reste supérieure à sept personnes sur dix. Cette impression repose notamment sur la conviction, partagée par trois personnes sur quatre, que le changement climatique a été scientifiquement prouvé. C'est en France, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et au Japon que la population apparaît le moins convaincue, mais même dans ces pays, la majorité de la population considère que les scientifiques ont démontré

la réalité du changement climatique. Le consensus est également fort en ce qui concerne le fait que le changement climatique est dû en grande partie à l'activité humaine : quatre personnes sur cinq en sont convaincues. Une nouvelle fois, les États-Unis sont un peu en retrait, mais la majorité de la population rejoint cependant la tendance générale.

Enfin, bien qu'il génère de l'inquiétude (pour neuf personnes sur dix), le changement climatique paraît pouvoir être réglé en cherchant des solutions novatrices, selon près de neuf personnes sur dix. Cette idée est partout partagée par une large majorité de la population, y compris au Japon et aux États-Unis où la proportion est au moins égale à trois personnes sur quatre. Au quasi-consensus de la communauté scientifique sur la réalité et les causes du changement climatique, correspond ainsi un quasi-consensus de la population à travers le monde.

Sur la question de l'eau, une enquête Eurobaromètre réalisée en mars 2012, apporte une contribution intéressante. **Près de deux Européens sur trois considèrent qu'ils sont mal informés sur les questions relatives à l'eau.** Cette insatisfaction est particulièrement forte en Estonie, en Espagne, en Lettonie, en Lituanie, en Pologne, au Portugal, en Roumanie et en République tchèque. **La qualité de l'eau est vue comme un problème sérieux par deux Européens sur trois,** et plus particulièrement en Bulgarie, en Grèce, en France, en Italie, en Pologne, en Roumanie et en Slovénie. La Pologne et la Roumanie apparaissent ainsi comme des pays où l'inquiétude au sujet de l'eau est particulièrement élevée et où la population se plaint de l'information qu'elle reçoit. Les principaux responsables désignés par les Européens pour la qualité de l'eau sont les industriels... et les ménages eux-mêmes, selon environ deux personnes sur trois, notamment en Bulgarie, en Irlande et en Grèce.

La perception des risques

La perception des risques naturels et industriels est très structurée, et correspond à des situations objectives et à des enjeux sociaux. Des sociologues de premier plan, comme Mary Douglas ou Ulrich Beck, ont fait évoluer le regard des sciences sociales sur la place du risque dans nos sociétés. Les décideurs politiques et économiques ont maintenant intégré ce changement de statut : **devenus un enjeu central de nos sociétés, les risques font l'objet d'une très grande attention de la part de multiples agences publiques spécialisées, à tel point que certains ont parlé de société assurantielle.** La population suit ces questions, et s'informe à leur sujet. Son regard s'appuie sur des situations

qu'elle connaît parfois ou sur des connaissances qu'elle a pu acquérir au travers des médias aussi bien que par le biais des discussions entre amis, collègues ou simples relations. Les Français cherchent à éviter les risques qu'ils considèrent comme majeurs, tout au moins quand ils le peuvent.

L'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) réalise depuis plus de trente ans un baromètre de perception des risques par les Français. Le questionnaire a bien sûr évolué au fil des ans, mais depuis une quinzaine d'années il aborde de manière constante la perception d'une trentaine de risques très divers : risques liés à des conduites personnelles comme la drogue, l'alcoolisme ou les accidents de la route, mais aussi risques naturels (inondations, canicule, par exemple), risques industriels (comme les centrales nucléaires, les déchets radioactifs ou les installations) ou encore risque politique comme le terrorisme. Les risques sont évalués par les personnes interrogées selon trois critères : l'évaluation du niveau de danger qu'ils représentent, la crédibilité de l'information donnée au sujet de ces risques et la confiance dans les autorités en charge de leur gestion. L'objectif de ces études est de pouvoir situer les perceptions au sujet du risque nucléaire en les comparant à d'autres types de risques de différentes natures. La démarche suivie emprunte à la fois à l'approche d'Agoramétrie sur les structures de l'opinion publique, et à l'approche psychométrique des risques.

L'édition de 2012 enregistre l'impact de l'accident de Fukushima au Japon : le sentiment que le risque lié aux centrales nucléaires est élevé augmente de 7 points, la méfiance à l'égard des autorités en charge de ce risque augmente de 10 points, et le manque de crédibilité de l'information augmente de 4 points. Bien que ces augmentations soient significatives, elles restent toutefois modérées : l'enquête a été réalisée en octobre 2011, soit plus de six mois après l'événement, et la charge émotionnelle de l'événement est beaucoup plus faible que dans les semaines qui l'ont suivi. Par ailleurs, les structures de réponses organisant la perception des différents risques restent stables.

Les risques se regroupent en quatre familles :

1. **Les risques individuels** (tabagisme des jeunes, drogue, alcoolisme, accidents de la route, sida, obésité des jeunes). Ce sont des risques dont le danger est considéré comme élevé, où l'information apparaît fortement crédible et où la confiance dans les autorités est supérieure à la moyenne.
2. **Les risques relatifs aux pollutions diffuses** (pollution de l'air, pollution de l'eau, pesticides, pollution des sols, retombées radioactives de l'accident de Tchernobyl en France). Le niveau de danger de ces risques est vu comme élevé,

l'information comme peu crédible et la confiance dans les autorités faibles.

3. **Les risques technologiques attachés à des sites identifiables** (déchets radioactifs, déchets chimiques, installations chimiques, centrales nucléaires, incinérateurs de déchets ménagers) : le niveau de danger perçu est variable, mais ce qui rapproche ces risques, c'est le fait que le niveau de confiance est toujours supérieur au niveau de crédibilité de l'information.
4. **Les risques collectifs non industriels** (bruit, inondations, accidents domestiques, canicules). Ce sont des risques dont le niveau de danger apparaît plus faible que les autres risques, où la confiance dans les autorités et la crédibilité de l'information apparaissent assez bonnes.

Dans l'ensemble, les études de l'IRSN tendent à confirmer que les **risques sont des représentations sociales au même titre que d'autres questions intéressant les citoyens**. La relation avec la réalité des risques varie dans le temps (en fonction des événements qui font surgir certains risques plutôt que d'autres), mais aussi en fonction de critères sociaux tels que le niveau d'instruction, l'âge ou la situation géographique. Les représentations sont, par contre, assez stables dans le temps.

Le cadre de vie

Les ménages intègrent de plus en plus la nécessité de mieux maîtriser l'énergie, mais leurs motivations sont avant tout économiques. Les efforts d'économie d'énergie par les ménages ont été systématiquement encouragés par les pouvoirs publics depuis plusieurs années, notamment au travers de dispositifs d'allègement du coût des travaux d'aménagement pour les foyers. **Les ménages, aujourd'hui, semblent avoir bien intégré la nécessité d'investir pour mieux isoler leur logement, améliorer leur installation de chauffage, et en général réduire leur consommation d'énergie**. Leur motivation principale est la recherche d'économies dans leur budget, même si la conformité aux nouvelles normes de respect de l'environnement n'est pas absente.

Les transports publics constituent la meilleure alternative à la voiture individuelle, mais leur usage dépend en grande partie de l'offre faite localement. Les transports publics sont largement utilisés dans les centres urbains. Leur usage est appelé à se développer, car ils constituent pour beaucoup une bonne alternative à la voiture individuelle si le prix de l'essence doit continuer à augmenter. Toutefois, l'analyse des raisons de non-utilisation des

transports publics en ville montre que les usagers potentiels sont très sensibles à l'offre concrète de transports publics : horaires, régularités, dessertes, sécurité des transports (dans certains cas).

La gestion des déchets dans un esprit respectueux de l'environnement semble maintenant relativement bien intégrée par les Européens. Ils sont toutefois conscients que des efforts supplémentaires sont nécessaires, et sont prêts à accepter de faire un effort financier au travers d'un système de taxe, par exemple. Par ailleurs, ils semblent conscients de leur part de responsabilité dans le gaspillage alimentaire.

Les énergies renouvelables apparaissent comme la voie de l'avenir, mais beaucoup d'Européens résistent au prix qu'il faudrait consentir. Le développement des énergies renouvelables passe pour partie par des investissements structurels importants, par exemple pour financer des éoliennes, et pour partie par des décisions propres aux ménages, par exemple pour l'installation de panneaux solaires ou d'un système de géothermie. Leur image dans la population est très positive, elles sont vues comme la voie d'avenir. Toutefois, le prix à consentir est élevé, et nombre d'Européens ne sont pas disposés à suivre.

Les modes de vie

Les ménages européens ont intégré l'idée que leurs modes de vie avaient un impact sur l'environnement, mais la notion de développement durable reste confuse pour eux. La perception par le public de la relation entre le mode de vie et de l'environnement est assez peu abordée dans les enquêtes d'opinion traitant du développement durable. Quelques résultats épars semblent indiquer, cependant, que **les Européens en général, et les Français en particulier, ont conscience de l'impact de nos modes de vie sur l'environnement, mais sans avoir une vision bien nette des réalités que cette idée générale recouvre.**

L'empreinte écologique des ménages varie assez nettement selon leur niveau de vie et la génération à laquelle ils appartiennent, mais aussi, de manière faible mais significative, en fonction de leur sensibilité écologique. L'impact des modes de vie sur l'environnement et leur inscription dans le développement durable peut être apprécié au travers de différents indicateurs. L'empreinte des ménages est probablement celui qui est le plus étudié aujourd'hui, du fait notamment de

son caractère mesurable. Beaucoup d'évaluations globales ont été produites, mais récemment des tentatives ont été faites pour mesurer l'empreinte des ménages dans le cadre d'enquêtes micro-sociales. L'avantage de cette dernière approche est de permettre une analyse fine des causes de variation de l'empreinte carbone.

Les pratiques de consommation durable se répandent. La consommation durable peut être définie comme un ensemble de pratiques de consommation orientées vers le développement durable. Le caractère large de la notion de développement durable entraîne que ces pratiques de consommation peuvent prendre de multiples formes : acheter des produits bio, quelle que soit la motivation du consommateur, est un acte de consommation durable, mais acheter des produits éthiques ou issus du commerce équitable en relève aussi, tout comme l'utilisation d'ampoules à basse consommation d'énergie ou l'acquisition d'un véhicule peu polluant.

Les consommateurs intègrent de plus en plus l'étiquetage environnemental et les labels écologiques dans leurs décisions d'achat, mais cette politique semble rencontrer certaines limites. La qualité écologique des produits est liée en grande partie à leurs conditions de production et ne sont pas visibles, ou peu, par le consommateur au moment de l'achat, ni même souvent au moment de leur utilisation. Cette relative « invisibilité » de la qualité écologique a conduit depuis longtemps à mettre en place des labels de divers types destinés à informer le consommateur lorsqu'un produit répond à certaines caractéristiques respectueuses de l'environnement. Français et Européens semblent prendre progressivement l'habitude de cette éco-labellisation et expriment des attentes à ce sujet.

Les technologies de l'information

Une étude réalisée en 2011 par le CREDOC sur la diffusion des technologies de l'information dans la société française montre clairement que **notre pays est largement équipé en NTIC : près de quatre personnes sur dix disposaient déjà à cette époque d'un ordinateur à domicile, trois sur quatre d'une connexion à Internet, un sur deux d'un ordinateur portable.** Les tablettes tactiles, le dernier objet communicant, se diffusent assez rapidement, et sont présentes en 2013 dans près d'un foyer sur cinq¹. Pour l'Internet à domicile, la France apparaît dans les pays les plus équipés de l'Union européenne.

L'usage le plus fréquent d'Internet est le courrier électronique, utilisé par plus de deux internautes sur trois, suivi, de la consultation de sites d'information

¹ Cette dernière donnée vient des études de Médiamétrie (communiqué du 3 juin 2013).

(presque un internaute sur deux), la fréquentation de réseaux sociaux (un sur quatre) et les démarches administratives (un sur cinq). **L'internet apparaît ainsi avant tout comme un moyen de se relier aux proches, à la société ou aux organismes publics.**

Les usages culturels de l'Internet, plus centrés sur des satisfactions personnelles se répandent aussi progressivement : une personne sur cinq déclare avoir regardé la télévision sur son ordinateur au cours des douze derniers mois, une sur cinq a téléchargé de la musique, une sur trois l'a écouté en streaming, et une sur quatre a regardé des films ou des séries en streaming.

Internet est également un vecteur de l'action économique. Dans le domaine de la consommation, près de deux internautes sur trois ont effectué au moins un achat sur Internet au cours des douze derniers mois, et plus d'un sur quatre a vendu un objet. Pour ce qui concerne le travail, en dehors des usages liés au cadre de travail professionnel, les internautes exploitent aussi, mais plus modérément, les possibilités offertes : un sur quatre a recherché des offres d'emploi, un sur cinq a fait du travail à domicile, et un sur sept a suivi une formation.

Le rapport au temps

Le thème du rapport au temps a été abordé dans une étude Eurobaromètre parue en janvier 2012 : « Active ageing ». Consacrée au vieillissement actif, l'étude aborde aussi au travers de multiples questions le regard porté sur les différents âges de la vie, notamment la vieillesse. Il en ressort **que la définition des âges telle qu'elle est perçue par la population européenne, en général, et la population française en particulier, est assez différente de l'acception courante des sociologues et des démographes** : pour les Européens, une personne est vue comme jeune jusqu'à 42 ans, et vieille à partir de 64 ans², réduisant ainsi l'âge de la maturité à une période de 22 ans. Deux critères distincts semblent construire ces limites : l'âge biologique (les atteintes physiques de l'âge se font sentir suffisamment tard pour que le sentiment de la jeunesse dure jusqu'à la quarantaine) et l'âge social, déterminé notamment par l'activité professionnelle.

Une interview de Rémy Oudghiri, directeur de l'Observatoire de la maturité, sur le site d'IPSOS apporte un point de vue plus précis : **Il distingue la fin de la jeunesse, qu'il situe vers 27 ans, l'âge adulte, puis l'âge mûr à partir de**

² Pour les Français, la jeunesse court également jusqu'à 42 ans, mais la vieillesse commence un peu plus tard, à 66 ans.

40 ans, et la vieillesse à partir de 69 ans. Ces limites sont définies à la fois en fonction de critères économiques et sociaux (acquisition de l'indépendance financière par exemple), et de critères psychologiques (la maturité est notamment caractérisée par le renoncement à l'idée d'être quelqu'un d'autre et l'acceptation de soi-même).

Le rapport au temps se définit également au quotidien. Un travail intéressant de Frédéric de Coninck et Caroline Guillot sur l'individualisation du rapport au temps apporte à ce sujet des idées intéressantes. Selon les auteurs, **le rapport des individus au temps, loin d'être dicté uniformément par les conditions de production, comme la recherche sociologique tendait à le considérer jusque récemment, est également le fruit de choix individuels. Les individus n'optimisent pas leur temps, et tendent à l'autonomiser par rapport à leurs contraintes sociales et familiales :** ils ne sont pas dans une logique économique mais dans une démarche éthique qui les conduit à organiser leur temps en fonction des valeurs qui comptent pour eux.

La vie économique

L'activité économique occupe une place centrale dans la vie des Français et des Européens, comme producteurs, comme consommateurs ou comme contribuables. En ce qui concerne leur activité professionnelle, les Européens occupent des emplois relativement stables, mais valorisent assez peu cette stabilité, et comptent avant tout sur leurs qualités personnelles pour continuer à avoir leur place sur le marché du travail. **La montée du chômage depuis trente ans a considérablement modifié le rapport à l'emploi.** Bien que la plupart des salariés en Europe connaissent une assez grande stabilité d'emploi, **les attentes sur ce sujet ont considérablement décliné depuis 1981.** La possibilité de perdre son emploi et l'expérience directe (par soi-même) ou indirecte (par des proches) de cette situation ont conduit les Européens à relativiser leurs attentes à ce sujet. Aujourd'hui, **ils ont intégré la perspective de devoir changer d'emploi, et misent sur leurs diplômes, leur expérience et leur adaptabilité pour se valoriser sur le marché du travail.**

Dans le prolongement de la perception de leur employabilité, le thème du rapport au travail a notamment été abordé sous l'angle de la santé mentale au travail. L'OCDE a fait paraître un nouveau rapport, en décembre 2011, sur le thème « Mal être au travail ? Mythes et réalités sur la santé mentale et l'emploi ». Le rapport présente à la fois une étude assez complète de la question de la santé mentale au travail et des préconisations de politiques publiques pour les pays membres de l'organisation. **Les personnes atteintes de troubles mentaux courants sont**

souvent actives, et ces troubles sont souvent la cause d'absentéisme et de baisse de productivité. L'impact sur la productivité est très net. Ces troubles sont d'autant plus remarquables dans le cadre professionnel que les aptitudes cognitives et relationnelles sont de plus en plus importantes dans le travail : les troubles mentaux en constituent un handicap d'autant plus lourd. Enfin, **le stress au travail apparaît clairement comme un facteur de mauvaise santé mentale. Il peut être provoqué par l'association d'exigences cognitives élevées et de faible latitude décisionnelle.** La tension au travail, notamment dans cette combinaison exigences cognitives-latitude décisionnelle restreinte, tend à augmenter selon l'enquête EWCS de la Fondation pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. Inversement, **des emplois de qualité, de bonnes conditions de travail, un encadrement avisé sont autant de facteurs pour prévenir les maladies mentales au travail.**

Enfin, dans une vision plus environnementale du développement durable, certaines études abordent la question des efforts des entreprises dans ce domaine. L'investissement des entreprises en innovations écologiques apparaît encore limité et bute sur le problème de la faible rentabilité de ce type d'innovation. Confrontées au coût grandissant des matières premières, les entreprises investissent dans des processus de production plus sobres qui rejoignent les objectifs du développement durable. Au-delà, toutefois, de ces besoins économiques, **l'investissement des entreprises dans des innovations écologiques est une occasion pour elles de revaloriser leur image auprès de la population, de leurs clients et de leurs salariés.**

Face à la crise : résilience et débrouille

Les Européens sont parfaitement conscients de l'aggravation de la crise économique qui les conduit à être confrontés à des difficultés financières.

Une enquête de la Commission européenne montre par exemple que plus de la moitié d'entre eux rencontrent des difficultés plus ou moins sévères pour faire face à leurs dépenses (factures et remboursements de crédits) : difficultés passagères (34 % des Européens), difficultés permanentes (16 %), voire incapacité à payer tout ou partie des factures (5%). La situation semble particulièrement critique en Bulgarie, en Irlande, en Grèce, à Chypre, à Malte, en Hongrie, au Portugal et en Roumanie. Quelques pays semblent plus épargnés, comme le Danemark, les Pays-Bas, la Finlande ou la Suède. Si l'on considère le regard porté sur l'avenir à court terme (les douze prochains mois), le groupe des pays optimistes, s'attendant plutôt à une amélioration, est encore plus restreint et comprend essentiellement

la Suède et l'Estonie. **La capacité de résilience semble toutefois encore assez importante** : la même enquête indique que plus de trois Européens sur quatre sont confiants dans la capacité à conserver leur emploi dans les douze mois à venir. Le seul pays où le pessimisme l'emporte est la Grèce où une personne sur deux n'est pas confiante au sujet de la conservation de son emploi.

Une étude de Pew Research Center permet d'avoir une vue plus nette encore de la situation économique non seulement en Europe mais aussi dans d'autres parties du monde. Plusieurs indicateurs différents ont été, en effet recueillis pour évaluer de manière comparative la situation économique générale ou personnelle dans chaque pays : situation économique du pays, situation économique personnelle, mais aussi niveau de vie comparé à celui des parents au même âge, situation personnelle aujourd'hui comparée à ce qu'elle était il y a cinq ans, facilité pour un jeune à acquérir une meilleure situation que ses parents (avoir un meilleur emploi, être plus riche). Ce dernier critère est le seul qui soit négatif dans toutes les régions : **seule une minorité de la population semble certaine que les jeunes auront une meilleure situation économique que leurs parents, y compris dans les économies émergentes³ plutôt portées sur l'optimisme.**

La majorité de la population interrogée estime, par ailleurs, que sa situation économique est bonne, sauf dans les pays arabes⁴ où moins d'une personne sur trois à ce sentiment. Il en va à peu près de même en ce qui concerne la situation personnelle comparée à celle des parents au même âge, qui est vue positivement par la majorité des personnes, sauf dans les pays arabes. Enfin, les deux derniers critères ne sont positifs que dans les pays émergents : une majorité des Américains, des Européens⁵ et des Arabes estiment, en effet, que la situation économique n'est pas bonne et que leur situation personnelle ne s'est pas améliorée par rapport à il y a cinq ans.

Au-delà, toutefois, **du courage face à la crise et d'autres ressources permettent à certains ménages de mieux supporter les difficultés du moment, notamment dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler l'économie parallèle.** Celle-ci existe au-delà des sociétés en développement : elle est devenue un enjeu majeur des sociétés développées. Cette notion recouvre différentes réalités de statut plus ou moins légal : économie familiale et solidaire, non évaluée parce que ne donnant pas lieu à des transactions, travail au noir ou encore économie illicite.

³ Les pays interrogés correspondant à ce groupe de pays émergents sont la Turquie, la Chine, l'Inde et le Brésil.

⁴ Les pays interrogés correspondant à ce groupe des pays arabes sont l'Égypte, la Tunisie, le Liban et la Jordanie.

⁵ Pays européens interrogés : Allemagne, France, Pologne, République tchèque, Grande-Bretagne, Espagne, Italie et Grèce.

Au sein de l'économie parallèle, l'économie familiale a pu être estimée en se reposant sur des enquêtes déclaratives dans la mesure où cette économie n'est pas illicite. Les personnes interrogées peuvent informer sans risque sur leurs activités familiales et sociales, ce qui permet d'évaluer l'équivalent temps-plein du travail réalisé dans cette forme d'économie.

En revanche, l'évaluation de l'économie souterraine est plus délicate, car les différentes réalités qu'elle recouvre restent cachées, parce que le plus souvent interdites. Différentes méthodes reposant soit sur des enquêtes déclaratives soit sur des estimations macroéconomiques existent néanmoins. Un des experts de cette question, Friedrich Schneider, propose une méthode macroéconomique reposant sur différents indicateurs dont la quantité de monnaie en circulation. **Selon Schneider, l'économie souterraine équivaut à 14 % du PIB des pays de l'OCDE, et cette estimation dépasse même 20 % dans des pays comme la Grèce ou l'Italie.** Sur la période étudiée par Schneider (1988-2007), l'économie souterraine a eu tendance à croître assez nettement jusqu'en 2004 (jusqu'à être de l'ordre de 16 % du PIB) et à diminuer légèrement ensuite.

Le développement de l'économie souterraine est probablement lié à une relative tolérance d'une partie de la population à l'égard de ce type de pratique. L'enquête « European Social Survey » de 2004 a par exemple montré que plus d'une personne sur trois, dans les pays européens étudiés, estimait que pour faire de l'argent, on ne peut pas toujours agir honnêtement, et encore une sur cinq qu'il est possible d'ignorer la loi à l'occasion pour faire ce que l'on veut. Se basant sur une autre enquête exclusivement française, Pierre Lascoumes estime que la permissivité vis-à-vis de ce type d'économie est à mettre en relation avec la tolérance à l'égard de la corruption : les citoyens tirant profit de l'économie souterraine, même légèrement, jugerait avec moins de sévérité les actes de prévarication.

La solidarité nationale et la cohésion sociale

Les valeurs sociales sont régulièrement étudiées, soit au travers de programmes d'études spécifiquement consacrés à ce sujet, comme les enquêtes EVS⁶ sur les valeurs des Européens, soit au travers d'études plus ponctuelles ou portant sur des sujets plus spécifiques. Deux études réalisées en 2012 apportent d'intéressants éclairages sur ces questions.

⁶ EVS : European Values Study

La première étude est un sondage international réalisé par Pew Research Center en 2011. Américains et Européens⁷ ont des points de vue distincts en ce qui concerne la solidarité nationale. Interrogés sur ce sujet, la majorité des Européens estiment que l'État doit intervenir pour que personne ne soit dans le besoin, alors que seulement un Américain sur trois a cette opinion. Sur un sujet proche, la majorité des Européens, à l'exception des Anglais, pensent que le succès dans la vie est déterminé par des forces extérieures à la personne, alors que cette perception est minoritaire aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

Centrée sur la France, une étude du CREDOC permet de mieux comprendre ce qui fait le lien social. Interrogés sur ce qui caractérise la cohésion sociale, les Français évoquent spontanément⁸ les relations interpersonnelles : **vivre ensemble en bonne entente, respecter les autres, être tolérant, accepter le mélange de cultures, se parler, éviter la solitude**. Quatre personnes sur dix donnent des réponses allant dans ce sens, mais cette proportion semble en légère diminution par rapport à 2011, de même que la formulation d'une définition de l'expression « cohésion sociale », quelle qu'elle soit⁹. Le thème de la cohésion sociale est pourtant très présent dans les médias : selon le CREDOC, le nombre d'articles utilisant cette expression a triplé entre 2009 et 2011. **D'autres indicateurs vont également dans le sens d'un repli sur soi : diminution, faible mais significative, de la participation associative ou de la fréquence de recevoir des amis chez soi. Et le sentiment de solitude apparaît globalement assez élevé** : près d'une personne sur deux se dit souvent ou parfois seule. Le sentiment de solitude apparaît plus fort chez les personnes vivant seules, dans les familles monoparentales, et parmi les personnes disposant de faibles revenus.

⁷ Les pays européens interrogés dans le cadre de cette enquête sont la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Espagne.

⁸ Il s'agit d'une question ouverte, où les personnes interrogées élaborent eux-mêmes leur réponse, ce qui rend les tendances de réponse d'autant plus significatives. Pour l'analyse statistique, les réponses ouvertes ont été regroupées en grandes catégories.

⁹ Le CREDOC signale que la proportion de personnes donnant une définition de l'expression « cohésion sociale » augmente avec le niveau d'instruction et dans les catégories sociales les plus favorisées. Elle est plus faible parmi les ouvriers et les chômeurs. La production d'une définition sur ce sujet, et donc la capacité à construire un discours, est déjà un indicateur d'intégration sociale.

CHAPITRE 1

*Un Observatoire
en 65 fiches*



Tendances sociales

Échelle internationale

Eurobaromètre

Internet	http://ec.europa.eu/public_opinion
Producteur de l'observatoire	Commission européenne
Statut	Organisation internationale
Domaine principal	Intégration européenne
Mots clés	Intégration européenne
Présentation institutionnelle	Depuis 1973, la Commission européenne effectue un suivi régulier de l'opinion publique dans les États membres. Ce suivi constitue une aide précieuse à la préparation, la décision et l'évaluation de son travail. A travers nos sondages et nos études, nous traitons de très nombreux thèmes d'intérêt européen qui concernent directement les citoyens d'Europe : la construction européenne, la situation sociale, la santé, la culture, les technologies de l'information, l'environnement, l'euro, la défense, etc.
Commentaires	Une excellente base de connaissance sur l'opinion publique dans l'Union européenne, non seulement sur les politiques européennes mais aussi sur la perception des problèmes dont ces politiques s'occupent et sur les modes de vie qui y sont reliés.
	L'Eurobaromètre est réalisé tous les six mois dans l'ensemble des pays de l'Union européenne. La population interrogée dans le cadre standard est constituée par les habitants de ces pays âgés de 15 ans et plus. Les échantillons sont d'environ 1000 personnes par pays et sont réalisés selon des méthodes aléatoires.
	Les annexes méthodologiques sont précises et incluent le questionnaire d'enquête. Des précisions complémentaires peuvent être obtenues en allant rechercher les données primaires.
	L'Eurobaromètre standard reste assez éloigné de la question des modes de vie, mais les Eurobaromètres spéciaux et les Flash entrent davantage dans le détail des politiques publiques et abordent dans ce cas les thèmes intéressant la mission prospective. Dans ces enquêtes spéciales, les séries de données remontent parfois aux années 1980-1990.
	Les analyses donnent systématiquement des ventilations par d'autres critères que le pays (variables sociales ou démographiques) et un effort pour saisir les structures de réponses (par exemple avec une typologie) est parfois proposé.

European Values Study (EVS)

Internet	http://www.europeanvaluesstudy.eu/
Producteur de l'observatoire	European Values Study (EVS)
Statut	Association
Domaine principal	Valeurs
Mots clés	Action collective; Action individuelle; Attentes au sujet de l'emploi; Avenir; Consentement à payer; Emploi et développement personnel; Evolution de la famille; Participation; Questions environnementales; Relation homme nature; Temps de loisirs; Valeurs
Présentation institutionnelle	<p><i>The European Values Study is a large-scale, cross-national, and longitudinal survey research program on basic human values. It provides insights into the ideas, beliefs, preferences, attitudes, values and opinions of citizens all over Europe. It is a unique research project on how Europeans think about life, family, work, religion, politics and society.</i></p> <p><i>The European Values Study started in 1981, when a thousand citizens in the European Member States of that time were interviewed using standardized questionnaires. Every nine years, the survey is repeated in an increasing number of countries. The fourth wave in 2008 will cover no less than 45 European countries, from Iceland to Azerbaijan and from Portugal to Norway. In total, about 70,000 people in Europe will be interviewed.</i></p> <p><i>A rich academic literature has been created around the original and consecutive surveys and numerous other works have made use of the findings. In-depth analyses of the 1981, 1990 and 1999 findings with regard to Western and Central Europe, and North America reinforced the impression that a profound transformation of modern culture is taking place, although not at the same speed in all countries. Cultural and social changes appear dependent upon the stage of socio-economic development and historical factors specific to a given nation. The new 2008 wave will provide further insights in this matter.</i></p>
Commentaires	<p>Le site Français et plus encore le site international donnent des informations extrêmement précises et complètes sur l'ensemble du processus de production des études. Les données sont disponibles moyennant une inscription préalable sur le site de ZACAT. Les séries de données remontent parfois à trente ans.</p> <p>Les questions traitées sont très générales et portent davantage sur les représentations que sur les pratiques. Toutefois, certains aspects du mode de vie familiale, de la vie au travail, des relations sociales ou de la participation politique et sociale sont vus de façon plus détaillée. Les différents travaux publiés offrent une grande finesse d'analyse.</p>

European Social Survey (ESS)

Internet	http://www.europeansocialsurvey.org/
Producteur de l'observatoire	European Social Survey
Statut	Association
Domaine principal	Valeurs
Mots clés	Questions environnementales ; Valeurs
Présentation institutionnelle	<i>The European Social Survey (the ESS) is an academically-driven social survey designed to chart and explain the interaction between Europe's changing institutions and the attitudes, beliefs and behaviour patterns of its diverse populations. Now preparing for its fifth round, the survey covers more than 30 nations and employs the most rigorous methodologies. A repeat cross-sectional survey, it has been funded through the European Commission's Framework Programmes, the European Science Foundation and national funding bodies in each country. The ESS information brochure provides background information to the survey. In addition key findings from the first three rounds of the survey are also available.</i>
Commentaires	European Social Survey est une référence dans la recherche universitaire en sciences sociales : cette étude a obtenu le prix Descartes, fait unique pour un dispositif de recherche sociologique.
	European Social Survey aborde différents aspects des modes de vie qui peuvent être intéressants pour la prospective des modes de vie. Des questions comme la participation citoyenne ou la famille, par exemple, sont abordées de manière détaillée.
	Le site Internet donne abondamment toutes les informations méthodologiques nécessaires. L'enquête est effectuée tous les deux ans depuis 2002, ce qui permet d'observer des séries déjà assez longues. La comparaison internationale ajoute la possibilité de situer les tendances observées en France.

ISSP

Internet	http://www.issp.org/
Producteur de l'observatoire	ISSP - International social survey programme
Statut	Association
Domaine principal	Valeurs
Mots clés	Questions environnementales; Valeurs
Présentation institutionnelle	<i>The ISSP is a continuing annual programme of cross-national collaboration on surveys covering topics important for social science research</i>
	<i>It brings together pre-existing social science projects and coordinates research goals, thereby adding a cross-national, cross-cultural perspective to the individual national studies.</i>
	<i>The ISSP researchers especially concentrate on developing questions that are meaningful and relevant to all countries, and can be expressed in an equivalent manner in all relevant languages.</i>
Commentaires	Le programme de recherche ISSP a été créé en 1985 par des chercheurs en sciences politiques européens pour disposer d'informations comparatives sur les attitudes et comportements sur différents thèmes sociaux et politiques. La série des études sur l'environnement débute en 1993. Elle a été refaite en 2000 et en 2010, ce qui permet de disposer de séries sur 17 ans.
	Comme pour ESS et EVS, les données sont entièrement disponibles et accessibles aux chercheurs. L'information méthodologique produite est très détaillée. Le questionnaire d'enquête aborde chaque sujet traité avec une grande finesse.

The Pew Research Center for the People & the Press

Internet	http://people-press.org/
Producteur de l'observatoire	The Pew Research Center for the People & the Press
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Politique internationale
Mots clés	Questions environnementales
Présentation institutionnelle	<i>The Pew Research Center for the People & the Press is an independent, non-partisan public opinion research organization that studies attitudes toward politics, the press and public policy issues. In this role it serves as a valuable information resource for political leaders, journalists, scholars and citizens.</i>
	<i>The Center conducts regular monthly polls on politics and major policy issues as well as the News Interest Index, a weekly survey aimed at gauging the public's interest in and reaction to major news events. Shorter commentaries are produced on a regular basis addressing the issues of the day from a public opinion perspective. In addition, the Center periodically fields major surveys on the news media, social issues and international affairs.</i>
	<i>Formerly, the Times Mirror Center for the People & the Press (1990-1995), the Center has been sponsored by The Pew Charitable Trusts since 1996. The Pew Research Center for the People & the Press is one of seven projects that make up the Pew Research Center, a nonpartisan «fact tank» that provides information on the issues, attitudes and trends shaping America and the world.</i>
	<i>All of our current survey results are made available free of charge on our website.</i>
Commentaires	<i>Andrew Kohut is president of the Pew Research Center and serves as director of both the Pew Research Center for the People & the Press and the Pew Global Attitudes Project. He is the founder of Princeton Survey Research Associates and former President of the Gallup Organization.</i>
	Une annexe méthodologique accompagne les rapports. Elle donne les principales caractéristiques des échantillons. Il manque une vision d'ensemble du questionnaire.
	Les questions abordées dans l'Observatoire se rapportent le plus souvent aux grands sujets de politique internationale. Les modes de vie ne sont pas abordés en tant que tels, mais les questions environnementales ce sont notamment par la thématique du réchauffement climatique (à cause des préoccupations internationales).
	Les analyses sont commentées, mais les résultats présentés vont rarement dans le détail, il y a très peu de ventilations par d'autres variables que le pays. L'accès aux données offrent toutefois la possibilité d'aller plus loin.

Eurostat

Internet	http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home
Producteur de l'observatoire	Commission européenne
Statut	Organisation internationale
Domaine principal	Statistiques économiques et sociales
Mots clés	Agriculture; Agriculture biologique; Alimentation; Attentes au sujet de l'emploi; Conditions de vie; Consommation; Développement économique; Evolution de la famille; Habitat collectif; Habitat individuel; Habitat social; Inégalités; Santé; Satisfaction de la vie; Temps de loisirs; Temps de travail
Présentation institutionnelle	La mission d'Eurostat consiste à fournir à l'Union européenne un service d'information statistique de haute qualité.
	Eurostat est l'Office statistique de l'Union européenne (Luxembourg). Il est chargé de fournir à l'Union européenne des statistiques au niveau européen permettant des comparaisons entre les pays et les régions.
	Il s'agit d'un rôle clé. Les démocraties ne sont pas en mesure de fonctionner correctement si elles ne peuvent pas s'appuyer sur des statistiques fiables et objectives. D'une part, celles-ci sont nécessaires aux responsables au niveau communautaire, national, local et aux chefs d'entreprises pour prendre leurs décisions. D'autre part, elles permettent à l'opinion publique et aux médias de se faire une idée précise de la société contemporaine et d'évaluer les résultats notamment de l'action politique. Bien sûr, les statistiques nationales demeurent importantes au niveau des États membres. Les statistiques de l'UE, quant à elles, sont indispensables pour toute décision et évaluation au niveau européen.
	Les statistiques apportent des réponses à de nombreuses questions. La société évolue-t-elle conformément aux promesses des hommes politiques? Le chômage augmente-t-il ou diminue-t-il? Les émissions de CO2 sont-elles plus importantes qu'il y a dix ans? Quel est le nombre de femmes actives? Quelle est la santé de l'économie dans votre pays par rapport aux autres États membres?
	Les statistiques internationales permettent de connaître vos voisins, qu'il s'agisse d'États membres ou de pays tiers. Elles constituent un moyen important, et réaliste d'étudier notre mode de vie.
Commentaires	Eurostat est l'organisme central de production des statistiques de l'Union européenne. L'office de statistique produit des données nouvelles et coordonne les travaux statistiques des instituts nationaux dans certains domaines. Cette dernière mission signifie notamment que certaines données nationales sont directement publiées au niveau européen dans les publications d'Eurostat.
	Les travaux d'Eurostat sont présentés avec une grande précision. Toute la documentation est accessible sur le site. Les données primaires des principales enquêtes produites par Eurostat peuvent être téléchargées à des fins d'analyse scientifique.

Échelle française

Enquête permanente sur les conditions de vie

Internet	http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=sources/ope-enq-epcv-fixe.htm
Producteur de l'observatoire	INSEE
Statut	Établissement public
Domaine principal	Conditions de vie
Mots clés	Action individuelle; Conditions de vie; Logement; Questions environnementales; Santé; Satisfaction de la vie
Présentation institutionnelle	Objectifs :
	Obtenir des indicateurs sociaux (non monétaires) avec une périodicité annuelle;
	Approfondir certains thèmes dans le champ des conditions de vie.
	En utilisant des parties variables :
Commentaires	Qui peuvent être ponctuelles, visant à explorer un domaine nouveau (par exemple : services de proximité, « bonheur et travail », vie de quartier, comportements vis-à-vis de la santé, vie associative...);
	Qui peuvent être répétées, et reprendre à un rythme régulier (généralement 4 ou 5 ans) des thématiques dont on souhaite suivre l'évolution (vacances, environnement, nouvelles technologies...).
	l'enquête permanente sur les conditions de vie est une des principales sources d'information produites par l'INSEE, et c'est celle qui se rapproche le plus des thèmes abordés dans la prospective des modes de vie. Les résultats de l'INSEE sont analysés et commentés dans les revues de l'institut, mais l'EPCV fait, de plus, l'objet d'un accès partiel à certaines enquêtes. Le fichier cumulé de la série « Participation et contacts sociaux » est notamment disponible. La documentation produite par l'INSEE est toujours très précise et complète.

Les pratiques culturelles des Français

Internet	http://www.pratiquesculturelles.culture.gouv.fr/
Producteur de l'observatoire	Ministère de la culture
Statut	Administration
Domaine principal	Culture
Mots clés	Culture; Nouvelles technologies de l'information; Temps de loisirs; Valeurs
Présentation institutionnelle	Depuis le début des années 1970, le ministère de la Culture et de la Communication réalise régulièrement l'enquête Pratiques culturelles qui est devenue au fil du temps le principal instrument de suivi des comportements des Français dans le domaine de la culture et des médias.
Commentaires	l'enquête sur les pratiques culturelles des Français du Ministère de la culture est une référence dans ce domaine. L'enquête aborde aussi bien les pratiques que les représentations. Un site propre lui est dédié. Bien que la question centrale de cette enquête soit assez éloignée du thème du développement durable, les pratiques culturelles des Français constituent une base de connaissance importante pour un aspect des modes de vie qui tend à devenir central.

Conditions de vie et aspirations des Français

Internet	http://www.credoc.fr/departements/aspi.php
Producteur de l'observatoire	CREDOC
Statut	Établissement public
Domaine principal	Conditions de vie
Mots clés	Alimentation; Attentes au sujet de l'emploi; Conditions de vie; Consommation; Evolution de la famille; Logement; Nouvelles technologies de l'information; Questions énergétiques; Questions environnementales; Santé Sécurité; Tourisme; Transport individuel; Transports publics
Présentation institutionnelle	Le département Conditions de vie et aspirations des Français s'intéresse aux comportements et aux opinions de la population et de tout groupe cible de consommateurs, d'usagers ou de citoyens.
	Il réalise des enquêtes et des baromètres d'opinions, notamment à partir d'un outil original et unique en France, l'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », qui offre aujourd'hui près de trois décennies de suivi. Mais il réalise aussi, à la demande, toute autre enquête d'opinions, portant sur la satisfaction, les attentes et les préoccupations de la population.
	La mission première du département est de proposer aux décideurs un plus qualitatif dans l'analyse des résultats des études d'opinions qu'ils nous confient, et ce, grâce à une approche explicative mêlant informations thématiques et données sociétales. En un mot, le département produit des informations ciblées, précises, et replacées dans leur environnement sociétal.
Commentaires	l'observatoire « Conditions de vie et aspirations des Français » est un des plus anciens systèmes de connaissance de l'opinion qui existe en France. Créé au cours des années 70, il offre des séries de données particulièrement longues.
	Les thèmes abordés dans le cadre de l'observatoire sont divers mais sont souvent très proches de la question des modes de vie et de leur impact sur l'environnement.
	La méthodologie de recueil d'information est identique depuis l'origine ce qui permet de faire de réelles comparaisons dans le temps. Les analyses sont toujours précises et concernent aussi bien les représentations que les pratiques.
	Un contrat avec le CREDOC permettrait probablement d'avoir accès aux données.

Études ad hoc du CREDOC

Internet	http://www.credoc.fr/
Producteur de l'observatoire	CREDOC
Statut	Établissement public
Domaine principal	Questions environnementales
Mots clés	Biodiversité; Conditions de vie; Confort; Consommation; Eau; Inégalités; Questions environnementales
Présentation institutionnelle	Pas de présentation institutionnelle.
Commentaires	Cet observatoire n'existe pas en tant que tel pour le CREDOC, il a été constitué par un chercheur pour signaler le regroupement des études du CREDOC pertinentes sur la prospective des modes de vie mais ne pouvant être classées dans un observatoire existant.
	Les informations méthodologiques essentielles sont systématiquement données. Certains rapports sont plus précis, d'autres plus synthétiques.
	Les analyses portent aussi bien sur les représentations que sur les pratiques. Elles sont approfondies et s'appuient souvent sur des séries longues.

CEVIPOF

Internet	http://www.cevipof.com
Producteur de l'observatoire	CEVIPOF
Statut	Centre de recherche public
Domaine principal	Valeurs
Mots clés	Participation; Questions environnementales; Valeurs; Veille sociétale
Présentation institutionnelle	<p>Créé en 1960, et associé au CNRS depuis 1968, le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) analyse les grands courants politiques qui façonnent les forces et les institutions politiques, ainsi que les facteurs qui contribuent à orienter les comportements et les attitudes politiques de nos concitoyens.</p> <p>Le CEVIPOF réunit plus de 80 chercheurs, enseignants chercheurs, chercheurs associés et doctorants.</p> <p>Le CEVIPOF est l'un des laboratoires de Sciences Po, dont le dispositif de recherche rassemble dix centres, six chaires, le Medialab et l'École doctorale.</p> <p>International et interdisciplinaire, il contribue, par ses travaux, empiriques et théoriques, à la compréhension du changement social et politique en France, en Europe et dans les grandes démocraties contemporaines.</p> <p>Le CEVIPOF est aujourd'hui le centre de référence pour l'étude de la pensée politique et des idées politiques, l'étude du vote et des comportements et attitudes politiques ainsi que l'analyse des forces politiques et sociales.</p>
Commentaires	<p>Le CEVIPOF réalise souvent des études sur les valeurs et les questions sociétales, mais une seule étude sur les questions intéressant la prospective des modes de vie est accessible sur son site. Elle apporte des données sur les parlementaires et l'environnement. Cette étude est un peu périphérique par rapport à la prospective des modes de vie, mais elle permet de prendre en compte le point de vue des élus sur les questions environnementales.</p>

Environnement et développement durable

Baromètre Environnement

Internet	Pas de site Internet, mais une mention du baromètre dans différents documents et articles
Producteur de l'observatoire	EDF
Statut	Entreprise publique
Domaine principal	Questions environnementales
Mots clés	Questions environnementales
Présentation institutionnelle	Le Baromètre environnement EDF-DER est constitué :
	1) d'une enquête bisannuelle approfondie portant sur 2500 Français appartenant à un panel de la SOFRES (dernière vague en janvier 1996);
	2) d'une enquête simplifiée également bisannuelle, menée en alternance (dernière vague en janvier 1997) dans six pays européens (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne, Suède, République tchèque) à raison de 1000 personnes par pays.
	(Présentation du baromètre environnement datant de décembre 1997).
Commentaires	Le Baromètre environnement d'EDF est une source assez renommée (elle est notamment mentionnée sur le site de l'OPRESE), mais finalement mal connue. Il y a eu peu de publications à partir de ce baromètre, les données ont été exploitées par EDF sans les diffuser.

Baromètre de perception des risques

Internet	http://www.irsn.fr/FR/IRSN/publications/baromètre/Pages/default.aspx
Producteur de l'observatoire	Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire
Statut	Établissement public
Domaine principal	Risques
Mots clés	Risques
Présentation institutionnelle	La perception du risque par le public est un élément de la politique de gestion, d'information et de communication sur les activités présentant des risques pour l'homme, et donc, sur celles qui mettent en œuvre des substances radioactives. c'est pourquoi l'IRSN (à la suite de l'IPSN qui a fusionné dans cet institut) travaille depuis 1977 sur les aspects psychosociaux du risque industriel, technologique, alimentaire, etc.
	Ainsi, depuis une douzaine d'années, l'IRSN suit l'évolution des attitudes et des opinions du grand public sur les risques et la sécurité grâce à des sondages réalisés par des instituts spécialisés.
	Ces enquêtes annuelles ont une partie commune où sont notamment rassemblées les questions relatives aux préoccupations générales des Français, à la perception des risques, à la crédibilité des informations diffusées, au rôle des experts scientifiques et à l'image de l'énergie nucléaire. Suivent des questions souvent liées à l'actualité ou à un problème spécifique.
Commentaires	Le Baromètre de perception des risques aborde trois dimensions de cette question : la crainte d'un risque, la confiance dans la gestion des risques et le sentiment que la vérité est dite sur les risques. Sur ces trois dimensions, plus de trente risques sont évalués depuis 1990. Cette source d'information est essentielle pour comprendre un certain aspect de la relation entre les modes de vie et les questions environnementales.
	l'IRSN publie l'intégralité des résultats chaque année. Chaque rapport comprend une présentation méthodologique très complète. Les analyses présentées dans le rapport sont précises et approfondies.

Defra framework for pro-environmental behaviours

Internet	http://www.defra.gov.uk/evidence/social/behaviour/
Producteur de l'observatoire	DEFRA
Statut	Administration
Domaine principal	Consommation responsable
Mots clés	Action individuelle; Agriculture; Consommation; Consommation responsable; Eco citoyenneté; Eco consommation; Efficacité énergétique
Présentation institutionnelle	<i>In order to improve the support we give to consumers Defra has developed a framework for pro-environmental behaviours. This summarises our understanding of the evidence on consumer behaviour and is designed to support policy development and implementation in Defra, other Government departments and externally. The framework has been developed with the help and advice of a wide range of experts, Defra delivery partners and other stakeholders.</i>
Commentaires	<p>l'observatoire de Defra sur les comportements favorables à l'environnement comporte très peu d'études, une seule a pu être exploitée. Cependant, cette étude est tout à fait pertinente, notamment pour la dimension efficacité énergétique. Le fait que l'étude n'ait été réalisée qu'en Grande-Bretagne ne doit pas être vu comme une limite, mais comme une possibilité de comparaison avec la France, pour les indicateurs qui ont été mesurés aussi en France.</p> <p>Le rapport proposé sur le site Internet est plus sommaire qu'une précédente version qui était disponible précédemment. Les informations méthodologiques sont imprécises. L'étude référencée pour cet observatoire constitue néanmoins une base intéressante.</p>

Enquête sur les attitudes et comportements des Français en matière d'environnement

Internet	http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=74666&ref=24691&p1=B
Producteur de l'observatoire	ADEME
Statut	Établissement public
Domaine principal	Protection de l'environnement
Mots clés	Action individuelle; Protection de l'environnement; Questions environnementales; Tri des déchets
Présentation institutionnelle	<p>L'ADEME dispose d'un observatoire annuel des pratiques et de l'opinion des Français sur les questions environnementales. Cet observatoire permet notamment d'observer les tendances et les évolutions des valeurs et des comportements. Ce dispositif repose principalement sur 4 enquêtes barométriques : Effet de serre (1000 personnes, téléphone, depuis 2000), Maîtrise de l'énergie (10000 personnes, questionnaire papier, depuis les années 1980), Attitudes et comportements des Français face à 4 thèmes (pollution atmosphérique, consommation des produits respectueux de l'environnement, gestion des déchets ménagers), (2 000 personnes, face à face, depuis les années 1990), Energies renouvelables (1000 personnes, téléphone, depuis 2004).</p> <p>À la demande de l'ADEME, le CREDOC a conduit une enquête sur les opinions des Français en matière d'environnement, en particulier, sur leur comportement et attitudes face aux déchets et aux emballages. Les résultats montrent qu'une majorité de consommateurs font aujourd'hui attention à choisir des produits ayant moins d'emballage afin de limiter la quantité de déchets issue de leur consommation. Ainsi, 52 % des Français font plus attention aux emballages des produits achetés et en tiennent davantage compte dans leurs choix, 55 % des interviewés s'attachent à trier systématiquement le verre, les piles, les emballages et les papiers journaux.</p>
Commentaires	<p>L'enquête de l'ADEME sur les attitudes et comportements des Français en matière d'environnement correspond très bien au travail prospectif sur les modes de vie dans le champ du développement durable.</p> <p>L'enquête de 2010 fait l'objet d'une information très complète publiée dans un rapport de recherche du CREDOC. Toutefois, les informations sont plus lacunaires pour les enquêtes de 2009 et 2008, et non disponibles pour les années précédentes, tout au moins sur le site de l'ADEME. Un autre document de 2010 indique que l'enquête existe depuis 1995, ce qui constitue a priori une ressource intéressante.</p> <p>Les analyses du CREDOC sont précises, argumentées et détaillées.</p>

Représentations sociales de l'effet de serre

Internet	http://www.ademe-et-vous.ademe.fr/archive/strategie-etudes/2010
Producteur de l'observatoire	ADEME
Statut	Établissement public
Domaine principal	Effet de serre
Mots clés	Effet de serre; Questions environnementales; Réchauffement climatique
Présentation institutionnelle	Deuxième grande enquête barométrique de l'ADEME sur les représentations dans le domaine de l'environnement.
Commentaires	Ce baromètre traite de la question spécifique de l'effet de serre et du réchauffement climatique. Les résultats disponibles sur le site de l'ADEME ne sont que partiels.
	Une note rédigée par Daniel Boy (chercheur au CEVIPOF) rend compte des résultats de l'enquête de 2007. Les analyses sont peu approfondies, mais la note présente plusieurs séries temporelles dont certaines sur plus de 5 ans. Les informations méthodologiques sont peu précises.

Observatoire de l'opinion publique sur les questions de l'eau et de l'environnement

Internet	http://www.lyonnaise-des-eaux.fr/tendances-et-opinions/observatoire/lobservatoire
Producteur de l'observatoire	Suez Environnement-Lyonnaise des eaux
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Eau
Mots clés	Eau ; Questions environnementales
Présentation institutionnelle	Les baromètres et les études de TNS SOFRES, du C.I.Eau et de Lyonnaise des Eaux vous livrent l'état de l'opinion publique en France et dans différents pays européens sur les questions de l'eau et de l'environnement.
Commentaires	L'observatoire se présente comme international, mais en fait une seule étude, portant sur le prix de l'eau, peut-être qualifiée ainsi. Le thème traité est tout à fait au centre de la prospective des modes de vie.
	Les résultats sont présentés de manière trop synthétique : les informations méthodologiques sont lacunaires et les analyses peu approfondies. Des séries de données longues peuvent toutefois être exploitées.
	L'observatoire semble avoir été créé en 2001, date des données les plus anciennes.

Observatoire du bilan carbone des ménages

Internet	http://www.greeninside.fr/
Producteur de l'observatoire	Green Inside
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Bilan carbone
Mots clés	Bilan carbone; consommation
Présentation institutionnelle	Croiser régulièrement la mesure du Bilan Carbone© avec la sociodémographie des ménages et des variables d'opinion afin de proposer des pistes d'actions concrètes permettant de réduire le Bilan Carbone© des ménages et de mesurer leur impact.
Commentaires	L'observatoire du bilan carbone des ménages a été créé en 2011. Il établit le bilan carbone d'après les consommations des individus et des ménages. Sa pertinence par rapport à la prospective des modes de vie est évidente.

OCDE – Les comportements pro-environnementaux des ménages

Internet	http://www.oecd.org
Producteur de l'observatoire	OCDE
Statut	Organisation internationale
Domaine principal	Développement économique
Mots clés	Développement économique; Questions environnementales
Présentation institutionnelle	La mission de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) est de promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde.
	L'OCDE offre aux gouvernements un forum où ils peuvent conjuguer leurs efforts, partager leurs expériences et chercher des solutions à des problèmes communs. Nous travaillons avec les gouvernements afin de comprendre quel est le moteur du changement économique, social et environnemental. Nous mesurons la productivité et les flux mondiaux d'échanges et d'investissement. Nous analysons et comparons les données afin de prédire les tendances à venir. Nous établissons des normes internationales dans toutes sortes de domaines, de la sécurité des produits chimiques et des usines nucléaires à la qualité des concombres.
	Nous examinons également le coût des impôts et de la sécurité sociale pour les citoyens, ainsi que le temps libre dont ils disposent. Nous comparons la façon dont les systèmes éducatifs préparent les jeunes à la vie active...
Commentaires	L'OCDE produit essentiellement des études économiques. Toutefois, l'organisation a réalisé en 2010 un sondage sur les comportements environnementaux dans un certain nombre de pays. C'est la seule étude de l'OCDE accessible sur le site qui semble réellement pertinente pour la prospective des modes de vie.
	Le site propose en fait une synthèse, le rapport complet, payant, doit être commandé. Les indications méthodologiques contenues dans la synthèse, de même que les analyses présentées, sont élémentaires, mais donnent une première idée, intéressante, du contenu.

Indicateurs de développement durable

Internet	http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/dev_durable/indicateur-developpement-durable.htm
Producteur de l'observatoire	INSEE
Statut	Institut public
Domaine principal	Développement durable
Mots clés	Biodiversité; Changement climatique; Conditions de vie; Consommation; Consommation responsable; Déchets nucléaires; Effet de serre; Mobilité; Participation; Risques; Santé; Valeurs; Vision générale du développement durable
Présentation institutionnelle	<p>Globalement, alors que depuis 2000 la croissance économique par habitant, a été plus modérée pour la France que pour l'ensemble de l'Union européenne, une partie des pressions sur les ressources naturelles apparaît relativement maîtrisée, en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de productivité des ressources notamment. Cependant les engagements à plus long terme sont très exigeants. Parallèlement les pressions restent fortes sur la biodiversité qui continue à diminuer. En termes de bien-être et de cohésion sociale, c'est un diagnostic contrasté que ces indicateurs font ressortir : l'espérance de vie en bonne santé a continué de s'améliorer et la France connaît un taux de pauvreté monétaire inférieur à la moyenne européenne.</p> <p>En revanche le taux d'emploi des seniors reste faible et la part des jeunes de 16 à 25 ans hors emploi et formation élevée. La participation aux objectifs de développement durable au niveau mondial dits objectifs « du millénaire » nécessitera un effort accru, au moins en matière d'aide publique au développement.</p>
Commentaires	<p>L'INSEE a donné suite aux idées émises par la Commission Sitglitz, Sen, Fitoussi en regroupant et en diffusant sur son site Internet différents indicateurs. Le travail est fait de manière rigoureuse, et correspond bien aux pôles d'intérêt de « Penser autrement les modes de vie ». Il n'est pas possible pour l'instant de savoir s'il y aura une suite. La dernière mise à jour de la page principale remonte à décembre 2011.</p>

Observatoire international des risques climatiques Ipsos / AXA

Internet	http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/actualites/2012-10-04-observatoire-international-risques-climatiques-ipsos-axa
Producteur de l'observatoire	Ipsos / AXA
Statut	Partenariat d'entreprises privées
Domaine principal	Changement climatique
Mots clés	Changement climatique; Questions environnementales
Présentation institutionnelle	Le but est de faire le point sur la manière dont le changement climatique est désormais perçu. Est-ce à présent une réalité aux yeux des individus ou sont-ils toujours sceptiques? Ont-ils conscience de la responsabilité humaine dans le processus de réchauffement? Connaissent-ils l'ensemble des conséquences possibles du changement climatique? Y ont-ils déjà été eux-mêmes confrontés? Sont-ils inquiets pour eux-mêmes et pour leur famille par leur possible survenue? Qui porte la responsabilité du changement climatique? Et qui sont les acteurs qui ont la responsabilité de réduire les risques causés par ce changement? Les compagnies d'assurance ont-elles un rôle à jouer? Si oui lequel?
Commentaires	Un observatoire reposant sur une enquête d'opinion internationale. La méthodologie ne présente pas de problème. L'information donnée sur l'Observatoire n'est pas très approfondie, mais l'essentiel est donné. Le sujet intéresse «Penser autrement les modes de vie», mais de manière ponctuelle.

Santé

Baromètre Santé

Internet	http://www.inpes.sante.fr/
Producteur de l'observatoire	Institut national de prévention et d'éducation à la santé
Statut	Établissement public
Domaine principal	Santé
Mots clés	Alimentation; Questions environnementales; Santé
Présentation institutionnelle	Le Baromètre santé est une enquête qui porte sur les connaissances, attitudes et comportements en matière de santé des personnes résidant en France. Sa répétition dans le temps permet de suivre les évolutions pour chaque thématique étudiée, au total, plus de douze sujets liés à la santé.
Commentaires	Le Baromètre santé de l'INPES est un outil important de suivi des politiques publiques dans le domaine de la prévention de la santé. Sa méthodologie est très rigoureuse. Les rapports disponibles sur le site de l'INPES présentent une information très complète et approfondie sur les comportements de santé et les représentations qui y sont associées.

Observatoire des allergies dans l'habitat

Internet	http://www.credoc.fr/publications/abstract.php?ref=Sou2007-1947
Producteur de l'observatoire	Microstop
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Santé
Mots clés	Risques ; Santé
Présentation institutionnelle	Réalisation d'une enquête quantitative par téléphone auprès de 1005 individus représentatifs des adultes âgés de 18 ans et plus. Cette étude visait à mesurer et analyser les connaissances, les attitudes et les comportements en matière d'allergies dans le logement. Cette étude a fait l'objet d'une conférence de presse.
Commentaires	L'observatoire Microstop a fait l'objet d'une seule étude en 2007. Le rapport est très synthétique et comprend peu de précisions méthodologiques. Il ne présente pas de séries statistiques. Les modes de vie sont vus uniquement sous l'angle du risque santé. Les analyses sont peu approfondies.

Ville

Observatoire de la ville

Internet	http://www.observatoire-de-la-ville.com/
Producteur de l'observatoire	Bouygues Immobilier
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Ville
Mots clés	Logement; Ville
Présentation institutionnelle	L'Observatoire de la Ville est un lieu d'information, de réflexion prospective et d'échanges, afin de créer les circonstances propices au débat, pour imaginer des solutions innovantes pour la ville de demain.
Commentaires	l'Observatoire de la ville de Bouygues immobilier a duré seulement trois ans, de 2006 à 2008, au rythme d'une enquête par an.
	Les sujets abordés dans l'observatoire sont assez précis, ce qui montre un réel effort de problématisation. L'information technique sur les études est minimale : le questionnaire n'est pas toujours donné. Les thèmes sont intéressants pour une prospective des modes de vie.

Observatoire Élus et villes durables

Internet	http://www.tns-sofres.com/points-de-vue/FCC7F55183404D17B847FBD1A6DAB19B.aspx
Producteur de l'observatoire	General Electric
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Ville
Mots clés	Ville; Vision générale du développement durable
Présentation institutionnelle	S'il existe de nombreux témoignages, exemples, théories parfois, sur l'enjeu de la ville durable, aucune consultation d'envergure, statistiquement représentative, n'avait encore été menée auprès des principaux acteurs décideurs concernés.
	Ceci pour comprendre leurs points de vue, leurs besoins, leurs actions, leurs projets, mais également pour leur permettre d'étalonner leurs préoccupations au regard de celles de leurs pairs.
	Cette consultation 2010 a vocation à devenir un baromètre annuel de façon, au-delà de l'intérêt des résultats en valeur absolue, à apporter des indicateurs en évolution et à devenir un outil de suivi de l'opinion et de l'engagement des élus dans leur ville durable.
Commentaires	L'Observatoire Elus et villes durables produit par General Electric a été créé en 2010 et n'offre pas encore de recul. Le thème est bien en rapport avec la prospective des modes de vie.
	Le rapport de TNS Sofres est publié sur le site. Il donne des indications sommaires sur la méthodologie. Une seule analyse réellement, mais produite assez systématiquement : la comparaison de point de vue entre la population et les élus

Laboratoire Villes Mobilité Transport

Internet	http://www.lvmt.fr
Producteur de l'observatoire	Université Paris Est Marne-la-Vallée; Ecole des Ponts ParisTech;
Statut	Établissements d'enseignement supérieur et de recherche
Domaine principal	Mobilité
Mots clés	Mobilité
Présentation institutionnelle	Le Laboratoire Ville Mobilité Transport (LVMT), créé en 2003, est implanté à Champs-sur-Marne, sur le Campus de la Cité Descartes. Le LVMT est le fruit d'un partenariat entre trois établissements de recherche et d'enseignement supérieur reconnus pour leurs compétences dans le secteur de l'aménagement et des transports : l'Ecole des Ponts, l'IFSTTAR et l'UPEMLV. Ces 3 établissements sont membres de l'Université Paris Est (UPE). Le LVMT analyse, dans une perspective de développement durable, deux objets en interaction forte, la ville et les transports.
	Les travaux des membres du laboratoire s'inscrivent dans trois thématiques :
	1) Mobilité et métropolisation
	2) Agencement des espaces et politiques de mobilités
	3) Économie des réseaux et modélisation offre-demande
	Autour de ces 3 thématiques, une soixantaine de chercheurs, enseignants-chercheurs et doctorants, combinent leurs compétences en sciences sociales et en sciences de l'ingénieur (économie, sociologie, géographie, aménagement, informatique et mathématiques appliquées) et mettent en œuvre aussi bien des méthodes quantitatives que des analyses qualitatives.
Commentaires	Laboratoire centré sur les mobilités, le LVMT produit des travaux de recherche de nature universitaire. L'équipe de recherche comprend toutefois des sociologues qui n'hésitent pas à entreprendre leurs propres enquêtes. Le laboratoire a été classé A par l'Agence d'évaluation de la recherche AERES. Les publications des chercheurs du LVMT sont disponibles sur HAL SHS (archives ouvertes). Le LVMT participe à des projets internationaux et a une politique de publications de rang international.

Observatoire de la ville et des modes de vie urbains

Internet	http://www.observatoire.veolia.com/fr/
Producteur de l'observatoire	Veolia
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Ville
Mots clés	Questions environnementales ; Ville
Présentation institutionnelle	Créé en 2007 par Veolia Environnement, l'Observatoire Veolia des modes de vie urbains publie aujourd'hui les résultats de sa seconde étude Villes à Vivre – 2010, réalisée par l'institut de sondage TNS Sofres, et s'attache à mieux cerner la ville et ses défis environnementaux.
	L'enquête, comprenant 30 questions, a été menée, du 16 mars au 15 avril 2010, auprès d'un échantillon représentatif de chaque ville (classe socioprofessionnelle, sexe et âge), pour les deux tiers online et en face à face pour le tiers restant, soit plus de 7000 personnes dans ces 7 grandes villes.
	Cette année, l'étude s'appuie également sur la réflexion d'experts internationaux impliqués dans le développement des ensembles urbains, comme Rajendra Pachauri, Président du Giec, ou Richard Florida, directeur du Martin Prosperity Institute et grand spécialiste international du monde urbain.
Commentaires	Les études de l'Observatoire sont produites en même temps dans plusieurs grandes villes, ce qui permet d'effectuer des comparaisons internationales. Le thème général est bien en relation avec la prospective des modes de vie.
	Les rapports donnent quelques précisions méthodologiques, mais ils comportent des analyses assez fines et surtout des points de vue exprimés par des spécialistes. L'observatoire date de 2008 et il n'y a pas encore de séries longues.

Mobilité

Observatoire de la mobilité

Internet	http://www.utp.fr/transport-urbain/observatoire-de-la-mobilite
Producteur de l'observatoire	UTP
Statut	Association
Domaine principal	Mobilité
Mots clés	Mobilité
Présentation institutionnelle	Sur la base de sondages annuels, l'Observatoire de la mobilité, que l'UTP a décidé de mettre en place, permet de suivre l'évolution de l'image des transports publics auprès des Français, notamment dans les agglomérations de plus de 50 000 habitants et celle de leurs comportements.
Commentaires	L'Observatoire de la mobilité est réalisé à l'initiative de l'UTP (Union des Transports Publics) qui affirme ainsi sa connaissance des besoins des usagers.
	Le sujet est évidemment central par rapport à la problématique des modes de vie dans la perspective du développement durable. Les rapports produits apportent les informations méthodologiques nécessaires et présentent des analyses intéressantes.

Connaissance de la mobilité

Internet	http://www.certu.fr/fr/Mobilité_et_déplacements-n25/Connaissance_de_la_mobilité-n41-s_thématique.html
Producteur de l'observatoire	CERTU
Statut	Établissement public
Domaine principal	Mobilité
Mots clés	Mobilité; Transports publics
Présentation institutionnelle	Les besoins en information des collectivités locales sur la mobilité des personnes augmentent, du fait notamment des PDU.
	Les enquêtes ménages déplacements sont un outil essentiel de la connaissance de cette mobilité.
	Les nouveaux enjeux de territoires nécessitent l'adaptation des outils existants. Le Certu pratique une veille sur les expériences locales pour capitaliser les savoir faire, et travaille à une diffusion la plus large possible des données des enquêtes ménages déplacements.
	Les réflexions et actions engagées pour une mobilité durable amènent le Certu à travailler avec des partenaires européens sur les méthodes de recueils des données de mobilité.
Commentaires	Les enquêtes sur les transports collectifs urbains (TCU) et sur les transports collectifs non urbains (TCNU) permettent de compléter la connaissance de la mobilité par une connaissance de l'offre de transports et d'aider à la compréhension des évolutions, éléments nécessaires à la prospective.
	Cet observatoire n'est pas désigné comme tel par le CERTU, il s'agit simplement d'une section du site Internet. Toutefois, certaines études présentées sur ce site méritent d'être assemblées dans un observatoire. Par ailleurs, le sujet traité sur ce site est au cœur des analyses réalisées pour la prospective des modes de vie.
	Les informations méthodologiques sont disponibles mais difficiles à trouver. Les analyses sont intéressantes.

Enquête nationale transports et déplacements

Internet	http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id_article=1275
Producteur de l'observatoire	Ministère chargé des transports
Statut	Administration
Domaine principal	Transports
Mots clés	Transport individuel; Transports publics
Présentation institutionnelle	Tous les dix à quinze ans environ, le ministère chargé des transports et l'Insee conduisent une enquête nationale sur les transports. L'enquête nationale transports et déplacements (ENTD) de 2008 est dans la lignée des enquêtes précédentes. Elle succède à l'enquête transport et communication (ETC) de 1994, les précédentes ayant eu lieu en 1967, 1974 et 1982.
Commentaires	L'Enquête nationale transports et déplacements est une étude de référence sur les questions de mobilité. Outre une présentation complète de la méthodologie sur le site du ministère, y compris le questionnaire complet de la dernière enquête, les résultats sont disponibles sur ce même site sous forme de fichiers Excel.

La mobilité géographique en France

Internet	http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=1054
Producteur de l'observatoire	Citadines
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Mobilité
Mots clés	Mobilité
Présentation institutionnelle	Observatoire réalisé par l'IFOP pour Citadines
Commentaires	De création récente (2010), l'observatoire réalisé par l'IFOP pour Citadines n'est constitué que d'une étude pour l'instant. Le questionnaire de cette première enquête est assez complet, mais les résultats ne sont pas vraiment analysés, le rapport se contentant de présenter les résultats d'ensemble. Les informations méthodologiques sont limitées au strict nécessaire.

Observatoire CETELEM de l'automobile

Internet	http://observatoirecetelem.com/automobile
Producteur de l'observatoire	CETELEM
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Automobile
Mots clés	Consommation ; Transport individuel
Présentation institutionnelle	L'Observatoire de l'Automobile, cellule d'études et de veille économique, a été créé en 1985. C'est une référence sur la scène automobile et un partenaire privilégié pour les principaux acteurs de la profession avec lesquels il entretient des relations permanentes.
	Cette nouvelle édition s'intéresse aux jeunes, qui restent une source de croissance inexploitée par les constructeurs. En effet, les jeunes n'achètent pas de véhicules neufs. Est-ce par désamour de la voiture ? Est-ce un choix de leur part ou une contrainte budgétaire ? Les jeunes sont-ils plus sensibles que leurs aînés à l'impact environnemental de la voiture ? Aiment-ils encore la voiture ou peuvent-ils s'en passer pour toujours ? Autant de questions posées, autant de réponses apportées dans cette 27e édition de L'Observatoire Cetelem de l'Automobile.
Commentaires	De création déjà ancienne, l'Observatoire CETELEM de l'automobile ne fait l'objet d'une publication spécifique que depuis deux ans. Les informations apportées par cet observatoire sont un peu périphériques par rapport à la question du développement durable, mais sont intéressantes au titre de la connaissance générale des modes de vie.
	De facture proche de l'Observatoire CETELEM de la consommation, l'observatoire de l'automobile présente les mêmes qualités (comparaison internationale, commentaires assez fouillés) et les mêmes défauts (information méthodologique succincte).

Études sur l'évolution de la demande touristique

Internet	http://www.tourisme.gouv.fr/stat_etudes/etudes/demande/demande.php
Producteur de l'observatoire	Ministère du tourisme
Statut	Administration
Domaine principal	Tourisme
Mots clés	Culture ; Tourisme ; Tourisme durable ; Ville
Présentation institutionnelle	Pas de présentation sur le site du Ministère du tourisme
Commentaires	Cet observatoire n'est pas désigné comme tel par le Ministère du tourisme, il s'agit simplement d'une section du site Internet. Toutefois, certaines études présentées sur ce site méritent d'être assemblées dans un observatoire.
	Les rapports sont précis sur les méthodologies et détaillés dans leurs analyses. Le thème des études est un des aspects des modes de vie et de leur impact sur l'environnement.

Cadre de vie

Global Garden Report

Internet	http://www.kairosfuture.com/en/case/global-garden-report-2010
Producteur de l'observatoire	Husqvarna
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Jardinage
Mots clés	Action individuelle; Beauté de l'environnement; Jardinage; Réseaux sociaux; Temps de loisirs
Présentation institutionnelle	<i>In the fall of 2009 we set out on a journey, together with Husqvarna and Gardena, searching for the holy grail of gardening. What is gardening all about? What do gardeners do, think about, live for? What is at the heart of modern gardening in different parts of the globe? Those were the questions that global garden equipment brands Husqvarna and Gardena were looking for answers to. The mission of the journey was to find the drivers, passions, and expressions of modern gardening, as expressed by those who care the most – passionate garden lovers. To find true garden lovers, we chose the driver that is reshaping the world more than anything else: the social media landscape. Here passionate garden lovers express their worldview everyday in hundreds of thousands of blogs and blogposts.</i>
Commentaires	L'étude réalisée par Husqvarna est présentée ici, car elle constitue une base de connaissance internationale sur les tendances dans le domaine du jardinage, une question qui combine une certaine vision de l'environnement et des aspects concrets de modes de vie. Le corpus constitué pour l'enquête est un ensemble important de blogs consacré au jardinage dans un grand nombre de pays. Cette étude constitue toutefois une source d'information assez particulière, intéressante pour cadrer cette question, de nature qualitative, mais difficilement comparable aux études sociologiques présentées dans les autres observatoires.

Observatoire CETELEM de l'immobilier

Internet	http://observatoirecetelem.com/immobilier
Producteur de l'observatoire	CETELEM
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Logement
Mots clés	Logement
Présentation institutionnelle	<p>Pour sa deuxième édition, l'Observatoire Cetelem s'intéresse au marché des primo accédants. Souvent jeunes, ils semblent accumuler les handicaps : économiques (revenus faibles et perspectives professionnelles pas toujours très stables), sociologiques (avoir deux salaires devient indispensable pour acheter) et l'inexpérience (la peur de se tromper ou de faire une mauvaise affaire est un frein très important).</p> <p>Avec tous ces handicaps, l'accession à la propriété devient-elle un parcours du combattant pour les primo accédants ? Quelles sont les difficultés rencontrées lors de l'achat ? Quels sont les sacrifices que les primo accédants sont prêts à faire pour réaliser leur rêve ? Quels sont les points sur lesquels ils ne veulent pas transiger ? Autant de questions posées, autant de réponses apportées par cette nouvelle édition de L'Observatoire Cetelem de l'Immobilier.</p>
Commentaires	<p>L'Observatoire CETELEM de l'immobilier est une création récente (2009) et n'a fait l'objet que de deux publications. Les informations apportées par cet observatoire sont assez périphériques par rapport à la question du développement durable, mais sont intéressantes au titre de la connaissance générale des modes de vie.</p> <p>De facture proche de l'Observatoire CETELEM de la consommation et de l'observatoire de l'automobile, l'observatoire de l'immobilier présente les mêmes qualités (comparaison internationale, commentaires assez fouillés) et les mêmes défauts (information méthodologique succincte).</p>

Observatoire du logement

Internet	http://www.nexity-logement.com/rf_news81_etude_logement.php
Producteur de l'observatoire	NEXITY
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Logement
Mots clés	Logement
Présentation institutionnelle	Pas de présentation de l'observatoire sur le site de Nexity ni sur celui de TNS Sofres
Commentaires	L'Observatoire du logement réalisé par TNS Sofres pour Nexity existe depuis 2006. Les rapports d'étude sont disponibles et présentent assez bien la méthodologie. Il y a peu d'analyse, les rapports consistent essentiellement dans la présentation des résultats d'ensemble.
	Il convient de signaler dans l'étude 2011 une série de données sur les thèmes de campagne espérés pour 2012, avec une comparaison par rapport à 2006.

Baromètre de l'immobilier

Internet	http://www.orpi.com/le-barometre-immobilier.124.html
Producteur de l'observatoire	ORPI
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Logement
Mots clés	Consentement à payer ; Logement
Présentation institutionnelle	<p>Pour la 3^e année consécutive, le réseau immobilier ORPI présente les résultats de son baromètre immobilier réalisé en partenariat avec le CREDOC. L'étude, effectuée fin février auprès d'un panel de 1 000 personnes, apporte un éclairage précis sur la perception actuelle du contexte immobilier par les Français. Elle offre également un focus sur 5 grandes villes : Paris, Bordeaux, Toulouse, Nice, Cannes, Antibes et Lyon. Malgré un contexte économique incertain et des conditions jugées moins favorables, cette enquête révèle que les intentions de projets immobiliers des Français se maintiennent au même niveau qu'en 2008. Le financement apparaît cette année comme le frein principal à la concrétisation du projet, voire parfois un obstacle rédhibitoire à l'envi de se lancer dans un projet.</p>
Commentaires	<p>Le Baromètre ORPI de l'immobilier est réalisé par le CREDOC. Le baromètre est centré sur les achats immobiliers, thème qui semble un peu périphérique par rapport à la question centrale étudiée dans l'État de l'art.</p>
	<p>Les rapports sont constitués par les présentations de résultats. Les informations méthodologiques principales sont données en début de présentation, mais sans vision générale du questionnaire. Le baromètre a commencé en 2007. Les analyses produites par le CREDOC vont au-delà des résultats d'ensemble.</p>

Maîtrise de l'énergie par les ménages

Internet	http://www.clubinternational.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=71887&ref=23980&p1=B
Producteur de l'observatoire	ADEME
Statut	Établissement public
Domaine principal	Éfficacité énergétique
Mots clés	Éfficacité énergétique; Logement
Présentation institutionnelle	Depuis 1986, l'ADEME réalise une enquête annuelle sur les équipements et comportements des ménages à l'égard de la maîtrise de l'énergie dans leurs logements. Elle a lieu en 2 phases successives :
	1) un premier envoi de questionnaires par voie postale auprès d'un échantillon de 10 000 ménages, fin janvier.
	2) un deuxième envoi, en avril, s'adresse uniquement aux ménages ayant entrepris des travaux l'année précédente : 1 480 en 2009. l'ensemble des réponses constitue un baromètre de l'évolution des opinions et des attitudes des ménages à l'égard de l'environnement et de l'énergie dans leurs logements.
Commentaires	Réalisé depuis 1986, le baromètre de l'ADEME sur la maîtrise de l'énergie par les ménages a fait l'objet d'une publication très complète en 2009, avec notamment le rapport complet de TNS Sofres (phases 1 et 2). La documentation pour les années 2010 ou pour les années antérieures à 2009 ne semble pas disponible sur le site de l'ADEME.
	Le rapport de TNS Sofres présente des analyses approfondies avec des séries longues. Les informations méthodologiques sont détaillées.
	Il convient de noter que malgré une longue recherche sur le site de l'ADEME, nous n'avons pu trouver les résultats du quatrième baromètre de l'ADEME sur les énergies renouvelables.

Vie économique : consommation, entreprise, travail et temps libre

Observatoire Énergie d'Entreprises

Internet	http://www.observatoire-energies-entreprises.fr/?p=593
Producteur de l'observatoire	EDF
Statut	Entreprise publique
Domaine principal	Veille sociétale
Mots clés	Questions énergétiques; Veille sociétale; Vision générale du développement durable
Présentation institutionnelle	L'Observatoire Énergie d'Entreprises a l'ambition d'être un détonateur d'idées afin de comprendre les mouvements du marché de l'énergie et ainsi questionner les modèles et références actuels.
Commentaires	L'Observatoire Énergie d'Entreprises consiste essentiellement en un travail collectif d'analyse et d'élaboration de tendances sociétales dans le domaine des modes de vie, en relation avec l'énergie. Il s'agit d'une source d'information qualitative intéressante pour la prospective des modes de vie, mais sans données nouvelles. Les seules informations originales sont apportées par un panel international de chasseurs de tendances dirigé par IPSOS.

Observatoire des comportements durables des salariés européens

Internet	http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/actualites/observatoire-comportements-durables-salaries-europeens
Producteur de l'observatoire	Lexmark
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Responsabilité sociale des entreprises
Mots clés	Responsabilité sociale des entreprises
Présentation institutionnelle	Lexmark, le fournisseur de solutions d'impression, et Ipsos publient aujourd'hui les résultats d'une étude réalisée auprès de 5676 salariés interrogés dans 13 pays européens sur leurs comportements et leurs habitudes en matière d'impression sur le lieu de travail.
	Cette étude reprend une partie des indicateurs établis lors d'une précédente enquête menée début 2006 dans six pays d'Europe sur les attitudes des salariés face au gaspillage papier et de son impact économique et environnemental. Les résultats de cette nouvelle étude montrent qu'en deux ans les comportements et les habitudes des employés européens ont évolué.
	Cette enquête s'inscrit dans l'approche Lexmark « Imprimez moins, gagnez plus », et souligne l'engagement de Lexmark à éduquer et aider les utilisateurs, qu'ils soient professionnels ou particuliers, à imprimer moins et à adopter des bonnes pratiques d'impression. La compréhension des comportements et habitudes d'impression permet à Lexmark de sensibiliser les entreprises aux problématiques.
Commentaires	Le sujet traité par cet observatoire est bien en ligne avec la prospective des modes de vie, en considérant la vie au travail. Toutefois, les informations données sur le site d'IPSOS sont très sommaires : il n'est fait mention que d'une étude en 2006, la méthodologie est à peine présentée et les résultats présentés ne consistent qu'en un commentaire assez rapide.

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Internet	http://www.eurofound.europa.eu/about/index_fr.htm
Producteur de l'observatoire	Commission européenne
Statut	Organisation internationale
Domaine principal	Conditions de vie et de travail
Mots clés	Attentes au sujet de l'emploi; Conditions de vie; Emploi et développement personnel; Veille sociétale
Présentation institutionnelle	Eurofound, la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail est un organe de l'Union européenne. Elle est l'une des premières agences européennes créée en vue d'agir dans des domaines spécialisés de la politique de l'UE. Plus spécifiquement, elle a été instaurée par le règlement du Conseil européen (règlement (CEE) n° 1365/75 du Conseil du 26 mai 1975), en vue de contribuer à la planification et à la mise en place de meilleures conditions de vie et de travail en Europe.
Commentaires	Les enquêtes de l'Eurofound (nom abrégé de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail) sont réalisées dans tous les pays de l'UE plus les pays candidats.
	Contrairement à l'Eurobaromètre, Eurofound réalise peu d'enquêtes, deux seulement sont intéressantes pour l'étude des modes de vie. Toutefois, ces enquêtes portent sur des thèmes peu abordés dans les autres observatoires, notamment les conditions de vie et de travail, les attentes au sujet du travail et l'équilibre entre travail et vie privée.
	La documentation fournie est très précise et les données sont accessibles sous condition, en passant par un centre d'archivage britannique. Les résultats peuvent être consultés aussi directement sur le site de la fondation.
	Eurofound existe depuis 1975, mais les enquêtes qui intéressent le projet sont plus récentes (1995 et 2003). L'enquête sur les conditions de travail propose des séries sur 15 ans.
	Les questionnaires sont très complets et abordent les différents aspects des questions traitées. Les analyses proposées directement sur le site sont détaillées.

Institute for the Study of Labor

Internet	http://www.iza.org
Producteur de l'observatoire	Institute for the Study of Labor
Statut	Établissements d'enseignement supérieur et de recherche
Domaine principal	Travail
Mots clés	Attentes au sujet de l'emploi; Avenir; Emploi et développement personnel
Présentation institutionnelle	<i>Established in 1998 in Bonn, Germany, IZA is a private independent economic research institute focused on the analysis of global labor markets. It operates an international network of about 1,200 economists and researchers spanning across more than 45 countries. Based on academic excellence and an ambitious publication strategy, IZA serves as a place of communication between academic science and political practice. The institute provides a wide array of publications and events, contributes its findings to public debates, and advises policymakers on labor market issues. Headed by Professor Klaus F. Zimmermann, IZA is a non-profit organization supported by the Deutsche Post Foundation.</i>
Commentaires	IZA est un centre de recherche sur le travail de dimension internationale. Il ne produit pas de données mais exploite des données déjà existantes, notamment allemandes. IZA est un institut privé qui fait le pont entre la recherche en sciences sociales et les politiques publiques.

Observatoire du temps libre

Internet	http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/actualites/temps-libre-l-observatoire-ipsosclub-med
Producteur de l'observatoire	Club Med
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Temps de loisirs
Mots clés	Temps de loisirs
Présentation institutionnelle	Enjeu économique, social, culturel, Ipsos Observer propose une première analyse en profondeur des comportements, usages des Français vis-à-vis du temps libre. d'emblée, quelques idées préconçues disparaissent. En particulier, les Français n'ont pas découvert le temps libre avec la réduction du temps de travail. La RTT a en revanche participé à l'atomisation des comportements, à faire évoluer l'idée que l'on se fait du temps libre. Désormais chacun personnalise et décline son temps libre selon une partition diversifiée et plurielle.
Commentaires	Le sujet abordé par cet observatoire est tout à fait intéressant pour la prospective des modes de vie, mais le traitement qui en a été fait est très sommaire. Une simple page html présente quelques tendances de résultats, mais sans entrer dans les détails. Les informations méthodologiques sont vraiment sommaires. De plus, cet observatoire semble avoir été limité à une publication sur le site d'IPSOS.

Consommation générale

Observatoire CETELEM de la consommation

Internet	http://observatoirecetelem.com/consommation
Producteur de l'observatoire	CETELEM
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Consommation
Mots clés	Consommation
Présentation institutionnelle	Fort de son expertise, Cetelem a mis en place en France dès 1989 l'Observateur Cetelem dont les études sur la consommation et la distribution sont des sources d'informations et de réflexion au service de tous les acteurs du marché. Dès 1999, l'Observateur Cetelem devient européen et étend son champ d'étude à 13 pays d'Europe : Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Portugal, Hongrie, République tchèque, Serbie, Slovaquie, Pologne, Serbie et Russie. En 2009, l'Observateur Cetelem devient l'Observatoire Cetelem. Il a pour vocation de mener régulièrement des études européennes. Il est également décliné au Brésil depuis 2006.
	Malgré la crise profonde traversée en 2009, la consommation des ménages a plutôt mieux résisté que prévu et l'Observatoire Cetelem montre que, pour 2010, la volonté des Européens n'est pas de moins consommer mais de mieux consommer. Pourquoi ? Comment ? Toutes les réponses sont dans l'Observatoire de la Consommation 2010.
Commentaires	L'Observateur CETELEM, entièrement financé sur fonds privés, est une base déjà ancienne d'information sur les tendances sociales de la consommation. Sa dimension européenne et le suivi régulier de plusieurs indicateurs lui confèrent un intérêt particulier dans un domaine où beaucoup d'études restent confidentielles.
	Les rapports diffusés par CETELEM comportent des commentaires intéressants, mais en dehors de la ventilation par pays, les analyses ne sont pas très détaillées. Les informations méthodologiques sont succinctes et pas toujours faciles à trouver.
	L'ancienneté de l'observatoire permettent de disposer de séries longues.

Observatoire des consommateurs

Internet	http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/actualites/4500-l%E2%80%99observatoire-consommateurs-francais
Producteur de l'observatoire	IPSOS
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Consommation
Mots clés	Consommation; Valeurs; Veille sociétale
Présentation institutionnelle	Les paradoxes, les contradictions et les ruptures sont le reflet des grandes tendances de notre époque et des opportunités pour l'innovation. C'est dans cette volonté de mieux les repérer qu'Ipsos Insight lance les 4500, l'observatoire des consommateurs français.
Commentaires	L'observatoire des consommateurs d'IPSOS correspond assez bien aux questions soulevées par la prospective des modes de vie. Toutefois, les publications sur le site d'IPSOS sont très sommaires : un résumé des résultats et des informations méthodologiques tout à fait insuffisantes.

Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs

Internet	http://www.crioc.be/
Producteur de l'observatoire	CRIOC
Statut	Association
Domaine principal	Consommation
Mots clés	Alimentation; Commerce; Consommation responsable; Information; Santé; Satisfaction de la vie
Présentation institutionnelle	Selon ses statuts, le CRIOC a pour but de «fournir une aide technique aux organisations de consommateurs, de valoriser la fonction de consommation et de promouvoir la protection des consommateurs».
Commentaires	Le CRIOC réalise régulièrement des sondages pour suivre les problèmes de consommation en Belgique. Dans l'ensemble des études accessibles, une référence se rapportant à l'impact de la crise a été utilisée. L'étude est un peu périphérique par rapport à la question du développement durable mais bien intéressante pour comprendre les modes de vie. Les résultats belges peuvent ici servir de base de comparaison avec la France.

Trend Observer

Internet	http://www.ipsos.fr/ipsos-mediact/actualites/tendances-bilan-d-decennie
Producteur de l'observatoire	IPSOS
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Veille sociétale
Mots clés	Réseaux sociaux; Sentiment de gagner ou de perdre du temps; Valeurs; Veille sociétale
Présentation institutionnelle	« Trend Observer » décode et analyse chaque année les tendances socioculturelles émergentes dans le monde occidental (plus de 60 interviews de Trend setters et d'experts en France, aux États-Unis, au Canada, au Japon, en Suède et au Royaume-Uni).
Commentaires	Comme l'Observatoire des consommateurs, Trend Observer d'IPSOS constitue une source d'information intéressante, mais dont les publications sont très sommaires. Un document récapitulant les dix ans de cet outil est exploitable, mais les méthodes d'enquête restent mal décrites.

Enquêtes sur les comportements de consommation

Internet	http://www.credoc.fr/departements/conso.php
Producteur de l'observatoire	CREDOC
Statut	Établissement public
Domaine principal	Consommation
Mots clés	Alimentation; Commerce; Consommation; Risques; Santé
Présentation institutionnelle	Décrypter et anticiper les attentes et les comportements des consommateurs.
	Le département Consommation s'appuie sur sa connaissance des marchés et sur son expertise des comportements de consommation pour relier concrètement les stratégies marketing des entreprises aux systèmes d'arbitrages, aux motivations et aux représentations des consommateurs.
	Le département développe une approche marketing systémique qui prend en compte et met en relation les dynamiques économiques, technologiques, institutionnelles, sociologiques, et comportementales. Cette approche permet aux décideurs d'anticiper l'évolution des comportements de consommation, l'évolution de ses marchés, et de réfléchir son positionnement ou celui de ses produits de façon opérationnelle.
Commentaires	Cet observatoire n'est pas désigné comme tel par le CREDOC, mais est constitué pour rassembler diverses études produites par le département consommation et traitant de la question des modes de vie et de leur impact sur l'environnement.
	Les informations méthodologiques essentielles sont systématiquement données, à l'exception de la vision d'ensemble du questionnaire. Certains rapports sont plus précis.
	Les analyses portent aussi bien sur les représentations que sur les pratiques. Elles sont approfondies et s'appuient souvent sur des séries longues.

Observatoire des commerces

Internet	http://www.ifop.com
Producteur de l'observatoire	Médicis
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Commerce
Mots clés	Commerce ; Consommation
Présentation institutionnelle	Observatoire des commerces Ifop-Médicis initié en février 2008.
Commentaires	<p>Le sujet traité est assez périphérique par rapport au développement durable, mais rend compte des actes de consommation qui occupent une place importante dans les modes de vie.</p> <p>L'observatoire existe depuis 2007, au rythme d'une ou deux enquêtes par an, et des séries longues peuvent être observées. Les rapports présentent des informations méthodologiques précises, mais les analyses sont peu approfondies.</p>

Consommation alimentaire, consommation verte

Sciences sociales, agriculture et alimentation, espace et environnement

Internet	http://www.inra.fr/internet/Departements/ESR/index.php
Producteur de l'observatoire	INRA
Statut	Établissement public
Domaine principal	Agriculture
Mots clés	Agriculture ; Agriculture biologique ; Alimentation ; Questions environnementales
Présentation institutionnelle	Le département SAE2 (Sciences sociales, agriculture et alimentation, espace et environnement), anciennement ESR (Economie et sociologie rurales) a pour missions de décrire les modes d'organisation du monde économique et social, de produire les cadres analytiques permettant de les comprendre et de fournir les instruments conceptuels et opérationnels permettant d'éclairer les décisions des acteurs privés et publics dans les domaines relatifs à la production, aux marchés et aux échanges agricoles, à la transformation et à la distribution des produits agricoles et agroalimentaires, à la consommation alimentaire, à l'environnement et aux ressources naturelles, à l'occupation de l'espace et à l'aménagement du territoire, et aux relations sciences - société.
	Les travaux du département SAE2 contribuent à fonder scientifiquement les réflexions sur les rapports des citoyens au monde agricole, agroalimentaire et rural, à la sécurité alimentaire et aux problèmes environnementaux et territoriaux, et à faciliter la mobilité.
Commentaires	Le département SAE2 n'est pas à proprement parler un observatoire, mais plutôt une revue en ligne sur les sciences sociales dans le domaine de l'alimentation.
	Tous les articles sont en accès libre, et certains apportent des résultats d'études intéressants pour la prospective des modes de vie, notamment pour la consommation et l'alimentation. Les informations méthodologiques sont précises.
	La date de création n'est pas précisée, mais les articles les plus anciens datent de 1995.

Baromètre consommation et perception des produits biologiques en France

Internet	http://www.agencebio.org/pageEdito.asp?IDPAGE=139&n2=144
Producteur de l'observatoire	Agence BIO
Statut	Groupement d'intérêt public
Domaine principal	Agriculture biologique
Mots clés	Agriculture biologique
Présentation institutionnelle	L'Agence BIO est un groupement d'intérêt public en charge du développement et de la promotion de l'agriculture biologique.
Commentaires	Le baromètre de l'Agence Bio a été créé en 2003 et le rapport de 2014 est disponible sur le site de l'agence. L'étude 2014, réalisée par CSA, consiste en un rapport très complet traitant des représentations et pratiques concernant l'agriculture biologique. Les analyses sont assez détaillées.

Baromètre des perceptions alimentaires

Internet	http://agriculture.gouv.fr/barometre-des-perceptions
Producteur de l'observatoire	Ministère de l'agriculture
Statut	Administration
Domaine principal	Alimentation
Mots clés	Agriculture ; Alimentation ; Consentement à payer ; Consommation ; Risques ; Santé
Présentation institutionnelle	En l'espace d'une dizaine d'années, les habitudes alimentaires des Français, si elles n'ont pas radicalement changé, ont cependant connu de sensibles évolutions. Ces tendances sont directement imputables à une modification des modes de vie : de plus en plus de personnes vivent seules – d'où de plus nombreux repas pris seuls – interpénétration sphère privée / sphère professionnelle, aspiration à avoir du temps pour soi et refus des corvées. C'est pourquoi, comprendre comment la perception de l'alimentation a évolué est un sujet sur lequel le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche a voulu créer un baromètre.
Commentaires	<p>Le baromètre des perceptions alimentaires a fait l'objet d'un petit nombre de publications : deux études en 2007 et 2008 et une synthèse préparée par le CREDOC sur le cumul de ces deux années. Ce baromètre, bien que limité à deux observations, est toutefois tout à fait intéressant dans la mesure où il aborde les représentations dans le domaine de l'alimentation, une question centrale dans l'analyse des modes de vie en relation avec le développement durable.</p> <p>La présentation des études est très détaillée. Les rapports présentent les informations méthodologiques de base, sans plus. Le baromètre traite d'un aspect central du mode de vie (l'alimentation, les représentations et les pratiques). Les analyses sont réellement approfondies et présentent notamment des séries longues.</p>

Observatoire NIVEA

Internet	http://www.observatoirenivea.com
Producteur de l'observatoire	NIVEA
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Écologie corporelle
Mots clés	Écologie corporelle; Produits biologiques; Protection de l'environnement
Présentation institutionnelle	<p>L'Observatoire NIVEA consacre son champ d'observation à la thématique du corps et du paraître dans la société.</p> <p>À travers son comité scientifique pluridisciplinaire (Anthropologie, Biologie, Sociologie, Histoire, Philosophie et Dermatologie), ses publications, ses colloques et exposition, ses prix de recherche, il offre des contenus sur des préoccupations de société : quête de l'apparence, recherche d'épanouissement de soi, impacts environnementaux, métissage culturel... Cette thématique correspond au rôle de plus en plus important donné à l'image du corps et à son apparence pour les individus : construction de soi mais aussi quête de beauté, de bien-être et d'épanouissement.</p>
Commentaires	<p>L'Observatoire NIVEA propose une vision sociologique et anthropologique de la question de la beauté féminine. Les analyses sont « qualitatives » et publiées dans une revue disponible sur le site de l'observatoire. Dans un numéro, le thème de l'environnement est traité sous l'angle de l'écologie corporelle, ce qui a justifié de prendre en considération cet observatoire.</p>

Enquêtes consommateurs

Internet	http://www.blog-ethicity.net/index.php?Nos-analyses
Producteur de l'observatoire	Ethicity
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Consommation responsable
Mots clés	Consommation responsable; Eco-citoyenneté; Responsabilité sociale des entreprises
Présentation institutionnelle	<p>Depuis 2003, nous commandons à TNS Media Intelligence une enquête auprès de l'access panel SIMM (ré-interrogation de plus de 4000 personnes âgées de 15 à 70 ans). Ce sont des enquêtes sur les comportements, les attentes et opinions de la population française sur le développement durable, la consommation responsable, leur engagement citoyen et la responsabilité sociale des entreprises.</p> <p>À partir de ces enquêtes, nous bâtissons chaque année une typologie des consommateurs, ce qui nous permet d'identifier les comportements de consommation sur tous les secteurs d'activité. Cela afin d'identifier les meilleurs leviers de mobilisation.</p>
Commentaires	<p>Cet observatoire n'est pas désigné comme tel par Ethicity, il s'agit simplement d'une section du site Internet. Toutefois, certaines études présentées sur ce site méritent d'être désignées par le chercheur comme un observatoire. Ethicity réalise notamment une fois par an depuis 2004 l'étude sur les Français et la consommation responsable.</p> <p>Les études sont présentées de manière très synthétique avec le minimum d'informations méthodologiques nécessaires. Quelques analyses sont présentées dans le cadre de la synthèse. Une publication datant de 2014 est également disponible : «Révolution durable : 10 ans de transition vers de nouveaux modes de vie».</p>

Numérique et télécommunications

Baromètre « Les Français et le nouveau monde numérique »

Internet	http://www.inria.fr/actualite/actualites-inria/quelle-comprehension-les-francais-ont-ils-du-monde-numerique
Producteur de l'observatoire	INRIA
Statut	Établissement public
Domaine principal	Nouvelles technologies de l'information
Mots clés	Nouvelles technologies de l'information
Présentation institutionnelle	Santé, industrie, transports, agriculture, communication, environnement... pas un domaine qui n'ait radicalement évolué grâce aux sciences et aux technologies du numérique. Des inventions qui façonnent aujourd'hui les contours d'un « Nouveau Monde ». Ce quotidien, à la fois invisible, multiple et omniprésent, soulève une question fondamentale : quelle compréhension les Français ont-ils du monde numérique dans lequel ils évoluent ?
	Inria a initié avec TNS Sofres une grande enquête pour répondre à cette question et suivre au fil des années l'évolution de la population française face à ce monde en mutation.
Commentaires	Un nouveau baromètre sur le numérique et les nouvelles technologies d'information, commencé en 2011. Le sujet n'est pas très original, mais le baromètre est produit par l'INRIA, le centre de recherche public français le plus connu dans ce domaine.
	La communication des résultats est peu satisfaisante : accès difficile au rapport complet, présentation méthodologique très limitée, pas d'accès aux données primaires.

Observatoire des nouvelles technologies

Internet	http://www.bva.fr/fr/sondages/observatoire_des_nouvelles_technologies_et_des_multimedias/
Producteur de l'observatoire	BVA
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Consommation
Mots clés	Consommation; Nouvelles technologies de l'information
Présentation institutionnelle	Cet observatoire annuel réalisé à la fois auprès des Français, et des technophiles – catégories de population pionnières par leurs usages et leur attrait pour ces sujets – est de proposer un panorama des équipements, des usages, des attitudes et des comportements, mais aussi des perceptions et des opinions de ces deux catégories de population.
Commentaires	L'Observatoire des nouvelles technologies semble être une initiative de l'institut BVA, probablement pour pénétrer ce secteur du marché des études.
	L'observatoire semble n'avoir existé que 3 ans, de 2007 à 2009, et il n'y a pas de série longue d'au moins cinq ans.
	Les rapports de BVA sont assez détaillés, mais portent en définitive sur peu de questions. Les informations méthodologiques consistent essentiellement en une fiche technique.
	Comme pour l'Observatoire du téléphone mobile, le sujet est assez périphérique par rapport aux questions de développement durable.

Enquête sur les technologies de l'information et de la communication (auprès des entreprises)

Internet	http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=sources/ope-enq-tic-entreprises.htm
Producteur de l'observatoire	INSEE en partenariat avec le SOeS du Ministère de l'Écologie et le SSP du Ministère de l'Agriculture
Statut	Institut public
Domaine principal	Nouvelles technologies de l'information
Mots clés	Nouvelles technologies de l'information
Présentation institutionnelle	L'enquête communautaire sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) et le commerce électronique dans les entreprises s'inscrit dans le dispositif d'enquêtes européennes, en application du règlement européen n° 1006/2009 du 16 septembre 2009 amendant le règlement du 21 avril 2004. Ces règlements exigent la fourniture de données jusqu'en 2019. Ce dispositif permet d'évaluer la progression de l'usage des TIC dans les entreprises européennes. L'enquête TIC vise à mieux connaître l'informatisation et la diffusion des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises. Elle cherche notamment à apprécier la place des outils nouveaux dans les relations externes de l'entreprise (internet, commerce électronique) et dans leur fonctionnement interne (réseaux, systèmes intégrés de gestion).
Commentaires	Une enquête de référence sur la diffusion des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises. L'enquête s'intègre dans un dispositif européen de collecte d'information qui offre la garantie de comparer les résultats avec les autres pays de l'Union européenne.

Questions numériques

Internet	http://fing.org/?Presentation,840
Producteur de l'observatoire	Fondation Internet Nouvelle Génération (FING)
Statut	
Fondation	
Domaine principal	Nouvelles technologies de l'information
Mots clés	Nouvelles technologies de l'information
Présentation institutionnelle	À l'intersection des innovations techniques, des mutations économiques et des transformations sociales, quelles sont les grandes « Questions Numériques » qui marqueront les années à venir ? Chaque année, la Fing réunit une centaine de personnes, pas toujours les mêmes, pour répondre à cette question. Elles viennent de grands groupes et de startups, d'institutions publiques et d'associations, chercheurs, entrepreneurs, créateurs, spécialistes ou non du numérique... Leur but : anticiper ensemble les transformations, les basculements, les ruptures possibles, qu'on n'a plus le droit d'ignorer. Les écrire, les discuter, s'y projeter, pour se mettre en posture d'agir sur l'avenir.
Commentaires	Il s'agit d'un observatoire à visée prospective. Qui ne produit pas de données d'enquêtes, ni même d'études qualitatives, mais assemble des points de vue d'experts et les met en perspective. Néanmoins, les tendances présentées par la FING valent la peine d'être considérées.

Observatoire sociétal du téléphone mobile

Internet	http://www.afom.fr/dossiers/observatoire-societal-de-la-telephonie-mobile
Producteur de l'observatoire	AFOM
Statut	Association
Domaine principal	Nouvelles technologies de l'information
Mots clés	Consommation; Nouvelles technologies de l'information
Présentation institutionnelle	L'AFOM a une mission d'expertise: développer la connaissance sur la téléphonie mobile en France.
	Dans le cadre de cette mission d'expertise, elle a créé successivement en 2005 l'Observatoire sociétal du téléphone mobile et en 2006 l'Observatoire économique de la téléphonie mobile.
Commentaires	L'Observatoire sociétal du téléphone mobile es un dispositif d'expertise sur la téléphonie mobile qui ne s'arrête pas à la production d'enquêtes, mais comprend aussi des colloques et la publication régulière d'une revue sur le site de l'AFOM.
	Les rapports d'enquête produits par la Sofres, qui constituent dans cet ensemble la meilleure source de données pour le projet de prospective des modes de vie, sont relativement complets et assez longs. Les analyses vont au-delà des simples résultats d'ensemble. Plusieurs séries statistiques sur cinq ans sont présentées dans le rapport de 2010.
	Le sujet principal est un peu périphérique par rapport aux questions de développement durable mais apporte d'utiles informations sur les modes de vie.

Solidarité et participation sociale

Baromètre des solidarités familiales en France

Internet	http://www.fces.fr/sfSimpleCMS/show?slug=listedocument&category=14&
Producteur de l'observatoire	Fondation Caisses d'épargne pour les solidarités
Statut	Association
Domaine principal	Solidarité générationnelle
Mots clés	Evolution de la famille; Solidarité générationnelle
	Le premier Baromètre des solidarités familiales en France réalisé pour la Fondation Caisses d'Épargne pour la Solidarité en partenariat avec Notre Temps, Seniorscopie.com et Phosphore montre plus que jamais la force des liens familiaux.
Commentaires	<p>La seule publication disponible pour ce baromètre date de 2007, correspondant à une étude réalisée en 2006. Compte tenu du communiqué de presse, il semble que cette première publication était faite dans la perspective de l'élection présidentielle.</p> <p>Le rapport disponible est tout à fait intéressant dans la perspective de la solidarité intergénérationnelle qui est une des thématiques de la question des modes de vie. Les informations méthodologiques nécessaires sont données et les analyses sont vraiment approfondies.</p>

Observatoire des réseaux sociaux

Internet	http://www.ifop.com
Producteur de l'observatoire	IFOP
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Nouvelles technologies de l'information
Mots clés	Nouvelles technologies de l'information
Présentation institutionnelle	Observateur attentif du web et des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'IFOP a réalisé une nouvelle enquête dans le cadre de son observatoire des réseaux sociaux.
Commentaires	L'Observatoire des réseaux sociaux de l'IFOP est une initiative de cet institut, sans doute à des fins commerciales. L'enquête est réalisée une ou deux fois par an depuis 2007.
	Le rapport de 2010 présente des séries avec cinq points. Il présente de manière très précise la méthodologie de l'étude et fournit des analyses très détaillées.
	Le thème abordé est important pour comprendre les modes de vie contemporains, même s'il n'aborde pas vraiment la question du développement durable.

Baromètre de la concertation

Internet	http://www.respublica-conseil.fr/Barometre-de-la-concertation.html
Producteur de l'observatoire	Res Publica
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Concertation
Mots clés	Action collective ; Action individuelle ; Participation
Présentation institutionnelle	Le Baromètre de la concertation et de la décision publique a été mis en place par Harris Interactive et Res publica pour connaître l'opinion des Français à propos des pratiques de la démocratie au quotidien. Il donne, chaque année, l'état de l'opinion concernant la notoriété des pratiques de concertation auprès des Français, leur niveau d'adhésion à la concertation, les thématiques sur lesquelles ils souhaiteraient être invités à donner leur avis. Il mesure aussi le niveau de participation des Français aux processus participatifs mis en place dans leur commune (de plus de 3 500 habitants), les raisons pour lesquelles ils participent ou non et leurs souhaits concernant l'avenir de la concertation.
Commentaires	Un baromètre de facture classique. L'information publiée par Res Publica est succincte. Une note plus détaillée est proposée sur le site de Harris Interactive. Le thème abordé est important et peu traité dans les études.

Observatoire de la Fondation de France

Internet	http://www.fondationdefrance.org/Outils/Mediatheque/Etudes-de-l-Observatoire
Producteur de l'observatoire	Fondation de France
Statut	Fondation
Domaine principal	Solidarité
Mots clés	Cohésion sociale ; Responsabilité sociale des entreprises ; Solidarité générationnelle
Présentation institutionnelle	Depuis 1997, l'Observatoire de la Fondation de France diffuse gratuitement des données sur la générosité et le mécénat. Études statistiques, analyses qualitatives, sondages, études de cas, textes juridiques relatifs à la générosité sont ainsi régulièrement financés ou réalisés en son sein, puis diffusés.
	Quelle générosité ?
	Les dons en argent, mais aussi les dons de temps, les dons en nature, la création de fondations ou le mécénat d'entreprises rentrent dans son champ d'analyse. Ainsi l'Observatoire est-il structuré autour de trois secteurs : le don des particuliers (dons en argent, dons en temps, don en nature ...), les entreprises mécènes, et les fondations.
	À qui s'adresse l'Observatoire ?
	Chercheurs, organismes collecteurs, journalistes, mécènes individuels ou entreprises, donateurs, acteurs politiques peuvent y trouver des éléments aussi étayés et précis que possible, sur les champs qui les concernent.
	Pourquoi un Observatoire ?
	L'Observatoire a été créé dans le double objectif : 1) de faire reconnaître la générosité en alimentant le débat public à partir de données fiables, 2) d'aider les acteurs de terrain, et notamment les organismes collecteurs, en leur proposant des données repères sur leur secteur.
Commentaires	Une ressource importante pour ce qui concerne la solidarité associative, la philanthropie. Les études proposées sont assez approfondies et bien documentées.

Baromètre de l'accessibilité

Internet	http://presse.blogs.apf.asso.fr/archive/2013/02/11/le-barometre-apf-de-l-accessibilite-2012-fait-bouger-les-vil.html
Producteur de l'observatoire	Association des paralysés de France
Statut	Association
Domaine principal	Accessibilité
Mots clés	Accessibilité
Présentation institutionnelle	Le but de ce baromètre n'est pas de porter un jugement définitif mais bien d'évaluer le degré d'implication des communes dans leur mise en accessibilité, de valoriser les bonnes pratiques des villes investies et de motiver les villes moins engagées à se mobiliser rapidement pour être totalement accessibles en 2015 ! Ainsi de Grenoble, première ville du classement, à Chaumont, toutes ont une marge de manœuvre pour être en 2015 premières ex aequo !
	Ce baromètre s'appuie sur une méthodologie originale qui associe les réponses des délégations départementales APF et de leurs adhérents aux réponses des mairies. L'évaluation de l'accessibilité du cadre de vie de la ville revient aux délégations APF; l'évaluation des niveaux d'accessibilité des équipements municipaux et la mesure de la politique municipale d'accessibilité reviennent aux chefs-lieux départementaux (résultats ensuite contrôlés par l'APF).
Commentaires	Une des rares sources de données sur la question de l'accessibilité. L'enquête annuelle est effectuée à la fois auprès des instances départementales de l'APF, de ses adhérents et des mairies. Moins représentative qu'un sondage, cette méthode permet toutefois de dresser un portrait de la question de l'accessibilité en France.

Mazars / Women'Up

Internet	http://network-womenup.com
Producteur de l'observatoire	Mazars
Statut	Entreprise privée
Domaine principal	Mixité dans l'entreprise
Mots clés	Inégalités ; Rapports intergénérationnels ; Valeurs
Présentation institutionnelle	<p>WoMen'Up œuvre pour une plus grande mixité dans les entreprises, à tous les niveaux, et cible son action sur les Yers, filles et garçons de moins de 30 ans, représentants de la génération Y. WoMen'Up met en réseau entreprises et Yers pour favoriser les échanges et l'émergence de politiques novatrices et pérennes en faveur de la mixité. Concrètement, WoMen'Up poursuit deux types d'actions :</p>
	<p>1) toute l'année, une action de sensibilisation autour de la thématique de la Génération Y et de la mixité</p> <p>2) de janvier à juin, une action ciblée de mise en réseau entre des Yers préalablement sensibilisés aux questions de la mixité et nos entreprises partenaires, au travers du Club. En 2012, WoMen'Up a directement sensibilisé près de 5 000 personnes et permis à 40 étudiants, garçons et filles, d'intégrer son Club pour faire bouger la mixité dans l'entreprise.</p>
Commentaires	<p>Peu de précisions méthodologiques, ce qui conduit à prendre une certaine distance vis-à-vis de l'observatoire. La problématique est intéressante et pertinente par rapport à « Penser autrement les modes de vie ».</p>

Conclusions

L'Observatoire prospectif des modes de vie permet d'équilibrer la démarche entreprise avec « Penser autrement les modes de vie ». Les réflexions théoriques, à l'origine notamment de la définition des grandes problématiques de société, sont ainsi équilibrées par leur confrontation avec des données empiriques : elles constituent un garde-fou contre l'emballement spéculatif. De même, l'exercice prospectif repose largement sur des visions globales : celles-ci sont indispensables pour concevoir l'évolution de notre société. Ces visions sont confrontées aux perceptions et représentations des individus interrogés dans le cadre des enquêtes d'opinion : les unes et les autres s'éclairent mutuellement.

Trois années d'existence de l'Observatoire prospectif des modes de vie ont montré que certains écueils devaient être évités. En premier lieu, il convient de ne pas négliger l'observation de ce qui se passe aujourd'hui. Le travail prospectif, même s'il est tourné vers l'avenir, repose aussi sur une bonne connaissance de la situation présente. De plus, une construction conceptuelle qui négligerait l'observation court évidemment le risque de s'éloigner de la réalité.

Mais il importe aussi de ne pas donner un trop grand pouvoir démonstratif aux observations. Par exemple, la question du vieillissement de la population dans les sociétés développées, qui semble un fait bien établi, dépend largement des catégories d'âge considérées, du regard que la population porte sur elles et de leur place au sein de la société. Dans le domaine des sciences sociales, toute observation repose sur une certaine analyse des faits étudiés. Le sens des observations faites dans les études d'opinion se dégage ainsi progressivement en menant une analyse appropriée qui permet de les interpréter. En d'autres termes, le « fait brut » n'existe pas, les observations n'ont de sens que par rapport à un travail d'élaboration théorique.

Enfin, il est essentiel que l'observation repose sur des bases objectives. Les données sociales peuvent confirmer des théories établies dans le cadre de la démarche prospective, mais elles peuvent aussi les infirmer, et c'est ce qui fait leur valeur. Dans le cas de « Penser autrement les modes de vie », cette objectivité vient notamment du fait que les informations recueillies, si elles sont sélectionnées en fonction des thématiques correspondant au champ couvert, viennent d'un grand nombre de sources indépendantes : 65 observatoires au total et plus de 250 études.

Remerciements

Nous tenons à remercier particulièrement tous les intervenants et participants qui ont enrichi ces groupes de prospective de « Penser Autrement les Modes de vie » et tout particulièrement.

Chercheurs

DOBRE Michelle

Enseignante et chercheuse en Sociologie à l'Université de Caen, membre du « Pôle risque » de la MRSH et du laboratoire CERReV. Ses recherches abordent la question de la modernité contemporaine sous l'angle de l'écologisation des pratiques quotidiennes, des changements dans la sociabilité, dans le rapport aux objets de consommation et à l'abondance (simplicité volontaire, sobriété, désaccélération). Elle est auteure de *L'écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire* (2002), co-éditrice, avec S. Juan, de *Consommer autrement : la réforme écologique des modes de vie* (2009).

FOUQUET Jean-Philippe

Docteur en Sociologie et ingénieur de recherches, co-responsable du CETU-ETICS depuis sa création en 2007, Jean-Philippe Fouquet est chercheur associé au sein du laboratoire CITERES (UMR-CNRS).

Il est très investi sur la thématique du développement durable, appréhendée sous l'angle des recompositions territoriales et des mobilités, et porte un intérêt aux représentations et aux comportements des agents (sphère privée et sphère professionnelle) en lien avec les questions énergétiques et d'aménagement du territoire intégrant les notions environnementales. Il mène actuellement une recherche en collaboration avec l'Agence Tourangelle d'Urbanisme intitulée *Conditions d'acceptation d'un scénario Vivre Post-Carbone, « Tours 2030 »*, recherche dans laquelle les interviewés sont invités à commenter et à se projeter dans un scénario redéfinissant potentiellement les modes de vie, les modes d'habiter et les logiques résidentielles.

TANON Fabienne

Maître de conférences en psychologie cognitive interculturelle à l'École normale supérieure Langues et sciences humaines à Lyon. Elle est l'auteure notamment de *L'individu et ses cultures* (l'Harmattan, 1993) ; *Les jeunes en rupture scolaire : du processus de confrontation à celui de remédiation* (l'Harmattan, 2000) et co-auteure de *Identités, acculturation et altérité* (l'Harmattan, 2002).

HAESLER Aldo

Professeur de sociologie à l'Université de Caen Basse-Normandie et chercheur au Centre Maurice-Halbwachs (CNRS, EHESS, ENS, Caen). Ses travaux portent sur la théorie de l'échange et des relations humaines dans une perspective sociohistorique. Il est l'auteur de *Tausch und gesellschaftliche Entwicklung* (Saint-Gall, 1983), *Sociologie de l'argent et postmodernité* (Droz, 1995), du Dictionnaire des risques (Armand Colin 2003), et d'*Entrer en relation. Une protosociologie de l'échange* (Erès, 2006).

CARAËS Marie-Haude

Politologue, directrice de la recherche et des éditions à la Cité du design. Elle organise dans le cadre de ses fonctions des recherches dans les domaines de l'énergie, du design médical, du design de services, de l'habitat, du développement durable, des rapports usages et technologies, etc. À titre personnel, son activité de recherche concerne le colonialisme (littérature et sciences exactes) et un travail sur un certain type d'image, les Images de pensée (publié à la Réunion des musées nationaux en 2011).

SUE Roger

Diplômé d'études supérieures de philosophie, de l'Institut d'Études Politiques de Paris (Sciences Po) et de l'Institut Français de Presse, Docteur d'État en Sciences Politiques et habilité à diriger des recherches en Sciences Sociales.

Il a été successivement Directeur du cabinet du député-maire d'une grande ville, Directeur des études sociologiques à la SOFRES, Directeur-adjoint du Service de l'Information du Ministère de l'Urbanisme et du Logement, puis chargé de mission au Commissariat Général au Plan. Il est ensuite nommé Maître de Conférences à l'Université de Paris V Sorbonne avant d'être élu Professeur à l'UFR des sciences de l'homme de l'Université de Caen.

Il est aujourd'hui Professeur à la faculté des sciences humaines et sociales de la Sorbonne, Université Paris Descartes-Sorbonne et chercheur au Cerlis-CNRS.

Il est l'auteur de :

Sommes-nous vraiment prêts à changer ? Le social au cœur de l'économie, Les Liens qui Libèrent (2011) ; *De Gauche ?* (dir. avec A. Caillé), Fayard (2009) ; *Gouverner par la peur*, Fayard (2007) ; *Quelle Démocratie voulons-nous ?* (en collaboration), La Découverte (2006).

LIANOS Michalis

Michalis Lianos est professeur à l'Université de Rouen – Haute Normandie et directeur du Groupe de Recherche Innovations et Sociétés (GRIS). Il a été maître de conférences à l'Université de Londres (Collège Goldsmiths) en Grande-Bretagne, puis professeur et directeur du Centre For Empirically Informed Social Theory (CEIST) de l'Université de Portsmouth ; il a également été directeur de recherches à l'Université de Caen. Michalis Lianos travaille sur la théorisation du changement social et les transitions socioéconomiques et culturelles dans la modernité récente. Il a dirigé le projet européen « Uncertainty and Insecurity in Europe » et il codirige l'Observatoire européen des libertés et des sécurités à Sciences-Po Paris. Il est aussi partenaire principal du projet européen « The Changing Landscape of European Liberty and Security » auquel participent 21 universités et coresponsable du cadre conceptuel du projet européen « A Micro Level Analysis of Violent Conflict » qui comprend 22 universités menant 28 projets dans 50 pays.

ATTIAS-DONFUT Claudine

Sociologue, directrice de recherches à la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV), est également associée au Centre d'Études transdisciplinaire de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (CETSAH/EHESS).

Ses travaux de recherches portent notamment sur le vieillissement, les relations entre générations, la famille et les politiques sociales et, plus récemment, sur le passage à la retraite et le vieillissement des immigrés.

Elle est l'auteure de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Génération et âges de la vie* (PUF, Coll. « Que Sais-je », 1992), *Les solidarités entre générations : vieillesse-Familles-Etat* (sous sa direction, Nathan, Coll. « Études et Recherche », 1995) et *L'Esprit de Famille* (avec Nicole Lapierre et Martine Segalen, Odile Jacob, 2002).

DONADIEU Pierre

Agronome, écologue et géographe, Pierre Donadieu est professeur à l'École nationale supérieure du paysage de Versailles, où il est directeur du laboratoire de recherches et du département des sciences humaines. Parallèlement, il enseigne dans la formation doctorale "Jardins, paysages, territoires" de l'École d'architecture de Paris-la-Villette et de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Ses travaux portent surtout sur les rapports entre espaces et sociétés dans les campagnes françaises et européennes. Il a notamment dirigé l'ouvrage collectif *Paysages de marais* (Jean-Pierre de Monza, Paris, 1996) et est l'auteur de *Campagnes urbaines* (Actes Sud / ENSP, Arles-Versailles, 1998).

Associations

HERON Antoine

Président de l'association ICDD « Innovation citoyenne et Développement Durable ».

Cette association, créée début 2011, rassemble des personnes engagées dans les processus de changement des organisations et convaincues que les changements profonds, en ligne avec les vrais enjeux du développement durable, ne pourront se faire que par la promotion d'une implication « citoyenne » de l'ensemble des personnels concernés. Cette association est particulièrement à l'écoute des entreprises et collectivités pionnières en la matière.

ERMISSE Laurence

Responsable du Pôle Territoires et Développement durable au sein de l'Association 4D, qui favorise le partage d'informations, de connaissances et d'expériences à travers la mise en réseaux des différents acteurs du territoire (individus, ONG, syndicats, collectivités, chercheurs, éducateurs) et ce, à différentes échelles (du local à l'international).

LETOURNEUX François

Président du comité français de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature). Depuis 40 ans, il se voue à la protection des milieux naturels. D'abord directeur de la Protection de la nature au ministère de l'Environnement, il a dirigé, de 1992 à 2004, le Conservatoire du littoral. Forestier de formation, il a dirigé le réseau des parcs naturels régionaux dans le Nord-Pas-de-Calais.

BRUYAT Bernard

Chercheur indépendant sécessionniste. Il a réalisé divers travaux de recherches-actions avec l'OPDLM (observatoire des pratiques de développement du local au mondial) sur la monnaie locale complémentaire : la Bogue, sur le CRAC (cercle de réflexion et d'accompagnement à la commune), sur la bourse d'échange de temps, et enfin à l'université du « Pas de Côté » il a développé l'idée d'un revenu inconditionnel d'existence. Par ailleurs, il est l'initiateur du 1er Forum National de la démocratie (réelle et maintenant), qui a eu lieu en mai 2013.

Acteurs opérationnels du public ou du privé

VIDALENC Éric

Économiste et animateur de la prospective au service Économie et Prospective à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Spécialiste des questions énergétiques, au-delà de la conduite d'exercices sectoriels (Habitat Facteur 4, Scénarios de mobilité durable, Agriculture et Facteur 4, etc.) et de l'animation de travaux et équipes de recherches (Chaire Modélisation prospective au service du développement durable avec le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement [Cired] et le Centre de mathématiques appliquées [CMA]), il coordonne pour l'Ademe le programme de prospective « Repenser les villes dans une société post-carbone », lancé par la Mission Prospective du ministère du Développement durable en 2009. En outre, en 2012, il a notamment été impliqué dans les travaux « Vision 2030-2050 » visant à rassembler l'expertise de l'Ademe et proposer des scénarios énergie-climat construits autour de la maîtrise et de l'offre d'énergies renouvelables.

DALSACE Frédéric

Titulaire de la Chaire Social Business / Entreprise et pauvreté à HEC. Diplômé d'HEC, il possède un MBA de la Harvard Business School, et un Doctorat (Ph.D.) en Marketing de l'INSEAD. Il a travaillé pendant plus de dix ans dans des entreprises industrielles (Michelin et CarnaudMetalbox), en Europe et au Japon, et en tant que consultant en stratégie chez McKinsey & Company.

Sa recherche se focalise sur les relations inter-organisationnelles, comme l'externalisation, les liens clients-fournisseurs et l'innovation ouverte.

Il est l'auteur notamment de : Structurer le débat « entreprises et pauvretés » : légitimité, intérêt, modalité, efficacité, *Revue Française de Gestion* (2010) ; « L'apprentissage comme motivation de l'externalisation », in *L'art du management*, HEC Paris, Dunod, Paris (2005).

HERAULT Bruno

Chef du Centre d'études et de prospective du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire. Auparavant responsable de la prospective au Commissariat général du Plan puis rapporteur général du Centre d'analyse stratégique. Il est notamment auteur ou co-auteur de : *La santé publique, un enjeu de politique municipale*, Éditions de la MSHA (2001) ; *Transports urbains : quelles politiques pour demain ?*, La Documentation française (2003) ; *La société française : pesanteurs et mutations*, Armand Colin (2005) ; *La participation des citoyens et l'action publique*, La Documentation française (2008).

VALADE Hélène

Directrice du développement durable de Lyonnaise des Eaux depuis 2005. Exerçant auparavant des fonctions de directions au sein de l'IFOP puis de TNS-SOFRES, au sein des départements Politique et Opinion publique, elle a créé, en 1999, l'Observatoire Français et Développement Durable.

Elle fut aussi présidente du C3D, Collège des Directeurs du Développement Durable engagés.

LE SCOUARNEC Noël

Responsable du Bureau de la prospective et de l'évaluation économiques au Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. Il est également Maître de conférences associé à temps partiel à l'université Paris I, Panthéon – Sorbonne, à l'IRETS (Institut de Recherche et d'études supérieures de Tourisme).

Il est co-auteur de La recherche en tourisme : un enjeu enfin reconnu, (Revue Espace, 2006), et de La demande touristique des familles : données de cadrage (Revue Espaces, 2004).

BELANGER Laurent

Chef de la mission urbanisme, territoires et société au sein de la direction de la recherche et de l'innovation du MEDDTL. Il pilote notamment le programme de recherche MOVIDA sur l'accompagnement au changement pour des modes de consommation et de vie durables. MOVIDA a pour objectif de mieux comprendre le comportement des consommateurs et de repérer les leviers du changement aux niveaux individuel et collectif ; d'identifier les conséquences environnementales, économiques et sociales des différents styles de vie afin d'orienter les citoyens vers ceux qui ont le moins d'impacts environnementaux et sociaux ; d'analyser les changements à l'œuvre et les comportements émergents afin d'anticiper les évolutions futures possibles ; et d'examiner les processus (culturels, sociaux, technologiques, économiques, etc.) conduisant au changement de comportement et de modes de vie.

DUBIGEON Olivier

Fondateur et dirigeant de Sustainway : Conseil en intégration stratégique et pilotage opérationnel des démarches RSE (Responsabilité sociétale et Développement Durable) pour les entreprises, les organisations de service public et les collectivités territoriales. Ingénieur des Arts et Métiers, formé au management du développement soutenable pour lequel il œuvre depuis 36 ans, il conjugue la double compétence d'une expertise dans le domaine du Développement responsable / développement durable et d'une expérience de

dirigeant et de manager d'entreprise : il a été dirigeant industriel (Président de Directoire, DG) et a conduit des politiques RSE en direct. Expert RSE au niveau international où il a notamment contribué activement à l'ISO26000, il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence dont « Piloter un développement responsable : quels processus d'action pour l'entreprise ».

BARIOL-MATHAIS Brigitte

Déléguée générale de la FNAU (Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme), qui regroupe 53 organismes publics d'étude et de réflexion sur l'aménagement et le développement des grandes agglomérations françaises. Elle contribue à développer, parmi les élus et techniciens chargés de l'aménagement des agglomérations françaises, une culture professionnelle commune. Celle-ci se manifeste par l'exigence d'une approche globale dans la conception des politiques urbaines et par la recherche systématique de partenariats.

VIGNES Michèle

Responsable des affaires européennes et internationales à la direction du développement territorial et du réseau à la caisse des dépôts et des consignations. Elle travaille notamment sur la question de la coopération territoriale européenne. Elle a également mené des réflexions sur l'ingénierie financière au service des enjeux de renouvellement urbain des villes moyennes.

JUGUET Stéphane

Ancien chercheur au Laboratoire des Usages et des Technologies d'Informations Numériques (LUTIN UserLab) situé à la Cité des Sciences et de l'Industrie à Paris, Stéphane Juguet a mené une réflexion sur les usages, la mobilité et les objets télécommunicants. Fort de cette expérience professionnelle, il décide de fonder en octobre 2004 la société « What Time Is IT » dont la mission est de mener des réflexions prospectives et anthropologiques centrées « user experience ». Aujourd'hui, WT2I s'est spécialisé dans le domaine du design de services innovants.

BERTHAULT Véronique

Chargée de mission « écomobilité » au sein de la délégation générale innovation et développement durable de la RATP. Elle est également présidente de la filiale EMS (Entreprises et Mobilité Services) de la RATP. Dans ce cadre, elle expose la façon dont la RATP ouvre le champ des transports à celui de la mobilité en assumant de nouvelles fonctions de conseil et de gestion de la mobilité pour des entreprises de la région Île-de-France. Elle travaille en particulier sur la question du

télétravail. Elle a notamment co-écrit un chapitre d'ouvrage « La RATP, entreprise publique de réseau: les nouveaux services au cœur des territoires de projets et de partenariats » dans Les Métiers de la Ville, Les nouveaux territoires de l'action collective, sous la direction d'Edith Heurgon et de Nicolas Stathopoulos (2011).

MARCHANDISE Jacques-François

Directeur du développement de la Fing depuis sa création fin 1999. Enseignant à l'Ensci, à l'Université Toulouse Le Mirail, à l'Université Rennes2, à Telecom ParisTech, et chercheur associé à l'Institut Telecom. Il dirige par ailleurs depuis 1997 Proposition, petit cabinet de conseil en stratégies numériques, qui intervient principalement pour le compte d'acteurs publics ou ayant des missions d'intérêt général. Impliqué depuis 1982 dans l'innovation numérique, il s'intéresse plus particulièrement aux questions de maîtrise collective et d'appropriation, de réflexivité et de pensée critique. Il participe à la Fing comme à une « communauté apprenante » au sein de laquelle ils progressent ensemble par leurs réflexions et par leurs pratiques ; et comme à un organisme « passerelle », inter-réseaux, entre acteurs et chercheurs, entre théoriciens et praticiens, entre thématiques trop cloisonnées, entre organisations de toutes tailles.

BRUGIERE Amandine

À rejoint la FING en 2008, suite à l'organisation de l'université de Printemps, pour animer le programme PlusLongueLaVie.net avec Carole Rivière. Elle a travaillé avant cela pendant 4 ans en tant que consultante au sein du cabinet de conseils Proposition sur des problématiques d'évolution des stratégies publiques liées à la dématérialisation des procédures, dans le cadre d'un contrat CIFRE avec l'université de Paris X Nanterre (travaux de recherche en sciences de l'information et de la communication, portant sur la « réception et l'impact de la communication web à destination des usagers du secteur public de l'emploi »). Avant cela elle a travaillé 3 ans en tant que chef de projet chez British Telecom / Fluxus, et dans l'édition chez Gallimard / Bayard Presse. Elle s'intéresse particulièrement à l'innovation sociale et numérique, et à l'édition numérique.

SALTIEL Sylvain

Depuis 2011, il est Chargé de Mission Prospective au sein de la Mission Développement Durable, Études et Prospective, du Conseil général de l'Hérault. Avant cela, il était Directeur des Etudes Territoriales au sein du Pôle Aménagement durable du Territoire.

Il a réalisé des missions d'expertise diverses, et notamment en tant que responsable des études prospectives, il a mené une étude sur l'avenir des

missions du Conseil Général à 2015, vieillissement dans l'Hérault à 2030.
Membre de la cellule de suivi du projet « Hérault Avenir » depuis 1998.

PLOUIN Jacques

Coordinateur de programmes dans l'unité « culture of peace » au bureau de la planification stratégique de l'UNESCO. Il a contribué à l'ouvrage Vers les sociétés du savoir : rapport mondial de l'Unesco, dirigé par Jérôme Bindé (2005). Cet ouvrage établit la différence entre sociétés du savoir et société de l'information. Il s'intéresse notamment aux bases sur lesquelles ces dernières devraient être construites pour optimiser le développement humain durable. Analysant le rôle de plus en plus important joué par le savoir dans la croissance économique, le rapport suggère que le savoir peut servir de nouveau tremplin pour le développement dans les pays du Sud. Il présente également une analyse détaillée des facteurs qui bloquent l'accès de nombreux pays aux opportunités offertes par les technologies de l'information et de la communication, notamment le fossé numérique croissant et les contraintes pesant sur la liberté d'expression. Il a également co-écrit La solidarité sauvera le monde, Plon (2013). Et il a édité l'ouvrage Les financements innovants pour l'éducation, dirigé par Hans d'Orville (2010).

FRITSCHÉ Jean-François

Chercheur au CERTU, centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques. Il travaille sur les déterminants sociologiques de la mobilité. Il cherche à comprendre quelles sont les logiques qui sous-tendent les organisations des déplacements des individus, pourquoi ils se déplacent de telles ou telles manières. Il a co-écrit La prise en compte des déplacements de marchandises dans les Plans de Déplacement Urbains (CERTU-ADEME, 1998).

Prospectivistes

TCHERNIA Jean-François

Directeur de Tchernia Etudes Conseil, enseignant à l'Institut d'études politiques de Grenoble, chercheur associé au laboratoire Pacte, a notamment dirigé Étudier l'opinion (Presses Universitaires de Grenoble, 2007) et La France à travers ses valeurs (Armand Colin, 2009).

WASSMER Charles

Il a fait des études de sciences politiques et de sociologie. Ex-assistant de recherches à l'EHESS, dans le laboratoire (CADIS) d'Alain Touraine, ex-responsable de la prospective dans le groupe PSA Peugeot Citroen, il est le fondateur depuis 2008, de l'Oeil Prospectif.

PFISTER Nicole

Après des études de Sciences Politiques, et un doctorat de troisième cycle de sociologie à l'EHESS, s'est tournée vers les études marketing, notamment dans le domaine de l'automobile et des mobilités. Fondatrice de la société d'études et de prospective Ombres Chinoises en 2005.

Groupe Miroir Ministériel (Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie)

ASCONCHILO Nadine DGITM¹⁰

BESSE Geneviève CGDD¹¹

CHARREYRON-PERCHET Anne CGDD

CHEYROU Laurence DGE¹²

DE CONINCK Amandine Consultante

DUBOSC Anne CGDD

ETAHIRI Nathalie CGDD Mission prospective

GREGOIRE Patrice CGDD

HOURDEBAIGT Michel CGDD

HUBERT Claire CGDD

JENSEN Nicole CGDD

JOUHANEAU Michelle CGDD

LEMAITRE Valéry CGDD

MENARD François PUCA¹³

TESSE Sarah CGDD

THOMAS Virginie PUCA

VIDALENC Éric ADEME

VIEILLEFOSSE Aurélie DGPR¹⁴

¹⁰ Direction Générale des Infrastructures Territoires et Maritimes

¹¹ Commissariat Général au Développement durable

¹² Direction Générale de l'Énergie et du Climat

¹³ Plan Urbanisme Construction Architecture

¹⁴ Direction Générale de la Protection et des Risques

Le programme «Penser autrement les modes de vie à horizon 2030» souligne l'émergence des tendances à l'œuvre ou supposées porteuses de changement dans un avenir de moyen-long terme (10 à 20 ans). Fruit d'une intelligence collective et porté par un groupe de prospective transdisciplinaire, il est ici restitué dans quatre volumes faisant état d'une extraordinaire effervescence créative agitant un monde entre crises et mutations. Ainsi, la verticalité de la société industrielle coexiste avec l'horizontalité de la société en réseaux, laissant transparaître une relative aptitude au changement vers une société à la fois plus participative, collaborative, autonome et solidaire.

Ce programme, conduit par la Mission Prospective du Commissariat Général au Développement durable (CGDD) est innovant et inédit tant dans la méthode prospective employée que dans sa manière d'appréhender les nouvelles manières de penser, de se mouvoir, de s'éduquer, d'habiter, de produire et de consommer,... dont la diffusion procède grandement de l'essor des nouvelles technologies. Par sa volonté d'anticiper l'action publique, ce programme devrait permettre de mieux comprendre et ensuite d'accompagner ces changements vers un monde plus empathique et plus soutenable.

**Ministère de l'Écologie,
du Développement durable
et de l'Énergie**

**Commissariat général
au Développement durable**

**92055 La Défense cedex
Tél. 01 40 81 21 22**

